n° 666 du 19 juillet au 21 août 1975 3 F50
Hebdomadaire du parti socialiste unifié.

tribune socialiste

PSU

NI SOCIAL DEMOCRATIE, NI STALINISME

en pages 21-22 un document exclusif

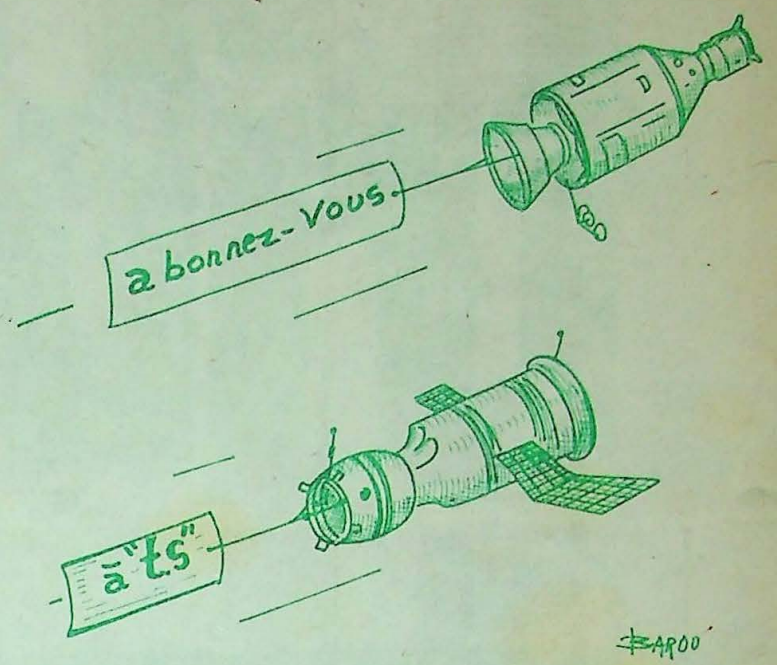
POUVOIR POPULAIRE

Sommaire

- ECONOMIE : maillot jaune et lanterne rouge .....p 5
- CYLES : « nous ne crèverons pas ' .....p 6
- CHAUSSON : des hommes debout
- COTE D'OR, CARON-OZANE, RONSON .....p. 6-7

SPECIAL « VACANCES »

- EXPRESSION : le cri des murs .....p. 8
- GOURDON : la bataille des festivals .....p. 9
- MARIONNETTES : persifleuses et pas tristes ....p. 10
- HAUTES-PYRENEES : la ruée vers l'or blanc ....p. 11
- HAUTE-PROVENCE : et la montagne refleurira p. 12-13
- TOURISME : guides bleus, verts et lunettes roses p. 14
- LIVRE : Goulag, marxisme et populisme ....p. 15
- ARMEE : la carotte et le bâton .....p. 16-17
- ANTI NUCLEAIRE : à Braud et St Louis .....p. 18
- L'ETE CHAUD DU PORTUGAL .....p. 19-21
  — un reportage de notre envoyé spécial J. Paternat
  — un document : le « plan guide » du MFA
- EST-OUEST : Helsinki contre le printemps de Prague ? .....p. 22
- AFRIQUE DU SUD : La campagne anti-Outspan en France p. 23



Vous avez soutenu, vous soutenez encore LIBERATION, POLITIQUE HEBDO...
... et vous avez raison...
la presse d'extrême gauche ne peut compter que sur ses propres moyens et ceux que vous lui donnez pour vivre.

Pour passer sans encombre le cap de l'été

Pour préparer une formule nouvelle encore meilleure de T S

TS A BESOIN DE VOUS
TS A BESOIN DE VOTRE SOUTIEN

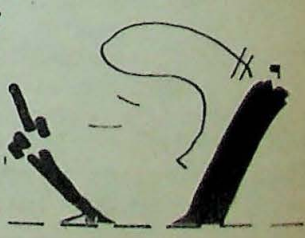
- **Adressez votre soutien financier au PSU « Soutien TS » CCP 14 020 44 Paris**

Nom :
Adresse :
Montant du don :

- **Mieux encore, abonnez-vous à TS**

Un nom :.....
une adresse :.....
et un chèque de 100 F
(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F).

T.S. 9, rue Borromée - 75015
CCP PARIS 5.826.65



courrier

● **stabilisation...**

Pas d'accord avec les suggestions de Jean Fremontel dans le dernier TS. La remise en cause du sigle PSU : depuis le temps qu'on se bat pour avoir plus ou moins une image de marque à peu près répandue, ce n'est pas le moment de fiche tout en l'air pour un précaire « PSA », ce souvenir d'antan ! Le sigle actuel peut très bien se passer de la référence autogestionnaire ; il se suffit à lui-même.

Conservons aussi l'appellation TS, ni pire ni meilleure qu'une autre. Stabilisons un peu nos « étiquettes » : la « VO », « l'Huma »... on s'y est habitué. Il faudrait aussi prendre quelques « habitudes » pour arriver à durer : quand on connaît les difficultés d'implantation d'un parti neuf en France... On ne peut pas nous accuser de conservatisme ou de ronronnement jusqu'à présent, tâchons donc de consolider l'acquis, et les luttes et idées à venir.

Dimensions du journal ; pour le maintien. Rien à voir avec un mini-journal : il est pratique, empochable, dit ce qu'il a à dire... inutile de devenir des bouffeurs de papier, conservons nos forêts ! Le hic, c'est le prix. Mais vous tirez, je crois, au plus juste. Alors il faut s'y faire. Ce qu'on veut à tout prix, on se l'achète... Pour terminer, d'accord avec ce « Barou d'honneur », chouette, prolifique, et de qualité : merci Barou.

Jacques MAMET - Annecy ■

tribune socialiste TS HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Gilbert HERCET - Alain TLEMCEN

Comité de rédaction :
Victor FAY, Jean CEVENNES, André LAUDOUZE, Maurice NAJMAN, Jean PATERNAT, Yves SPARFEL, Jacques THIBAULT, Jean VERGER, Corinne WELGER.

Rédaction : 566.45.64 - **Administration** : 566.45.37 - **Publicité** : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.
Cadet Photocomposition - 75009 Paris

Rédaction en chef :
Philippe MARIELIE

Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA

Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMEE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

Les « vacances » du PSU

Des permanences sont organisées dans plusieurs fédérations ou sections du PSU pendant l'été (voir TS du 5 juillet 1975).

Voici des « retardataires » :

- **ALPES-MARITIMES : Yvan Craipeau, Villa Palmira - Av. U. Bosio 06300 à Nice (Tél. 89.53.09) ou Guy Marimot, chemin des Laurents 06530, à Cabris (Tél. 60.51.93).**
- **CHAMBERY (73-Savoie) : tous les mercredi de 18 h 30 à 20 h, 85 rue de Croix d'Or, à Chambéry.**

Lebrun (Fotolib) p 3, 24 - Cohen (Agip) p 5 - AFP p 6, 15, 22, 24 - Weiss (Adja) p 7, 18, Windenberger p 12,13 - Mularoni (Fotolib) p 20, 21 - dr. p 11, 23.

Le dire et le faire

par Michel Mousel

A plusieurs reprises au cours du semestre écoulé, le PSU a fait connaître son analyse de la situation économique actuelle et des perspectives qu'elle présente. Au début de l'année, ces positions ont été souvent considérées comme excessives et alarmistes. Toutes — sans exception — se trouvent vérifiées aujourd'hui.

Sans les reprendre dans le détail, il convient de souligner que le chiffre de deux millions de chômeurs est bien l'ordre de grandeur vers lequel on s'achemine pour la fin de l'année, si l'on considère l'ensemble des travailleurs sans emploi (et notamment les jeunes à la recherche d'un travail dont le recensement ne sera certainement pas assuré avant novembre). Loin de se stabiliser, la crise de l'emploi s'aggrave. Même corrigée en fonction des variations saisonnières, la situation du mois de juillet va être la plus critique que l'on ait enregistrée depuis le début de la crise, comme le montre le rythme des inscriptions dans les services officiels de l'emploi au cours des deux premières semaines. Le chiffre officiel des « demandes d'emploi en fin de mois » pour juillet ne sera sans doute connu qu'au milieu du mois d'août, mais tout indique qu'il enregistrera une forte hausse.

C'est dans ce contexte que l'exhortation à « partir tranquilles en vacances » de Giscard prend tout son sens. Ce n'est pas de l'inconscience, mais un cynisme politique délibéré.

les derniers gadgets

Cette politique a deux faces.

Côté discours, elle vise à faire croire qu'on s'occupe sérieusement de la lutte contre la crise et l'inflation. Tous les deux mois, on annonce un « plan » d'action vite oublié, et d'autant plus dépourvu d'efficacité que tel n'est pas son objectif. Concernant le chômage, tout ce qui a été lancé n'avait d'autre objectif que d'en camoufler si possible l'importance et d'en minimiser le risque — comme le dernier gadget connu, le maintien sous les drapeaux des appelés dépourvus d'emploi ; autre trouvaille, le déguisement de la déqualification en cours de nombreux travailleurs sous le nom de « **revalorisation du travail manuel** ». Le résultat recherché est l'élévation du seuil de tolérance du chômage, l'acceptation par les travailleurs et la population d'une insécurité de l'emploi inconnue depuis la dernière guerre mondiale, qui permettra ultérieurement de présenter comme résultat positif le moindre tassement de la crise.

Les intentions, les mesures, les chiffres affichés en tous domaines se révèlent régulièrement mensongers. Ces impostures répétées — qu'il s'agisse de croissance, de l'emploi, des prix, du commerce extérieur — doivent être dénoncées, mais, si l'on en reste là, on risque de faire le jeu de l'adversaire qui ne demande pas mieux que d'être jugé sur parole, pourvu que cela ne l'empêche pas d'agir.

Or, si elle est souvent incohérente dans le discours, la politique gouvernementale manifeste une certaine cohérence dans les actes. Cette cohérence est assurée par un objectif qui prime sur les autres — désamorcer la pression sociale — et cela pas seulement pour une courte période, mais pour un horizon relativement lointain : c'est en particulier le sens de la politique que le pouvoir entend faire adopter à travers le VII Plan. Pourquoi ? Parce qu'il faut recréer les conditions d'une exploitation accrue des travailleurs, exploitation qui avait été battue en brèche par les luttes de l'après-68, si le capitalisme veut pouvoir à la fois :

— récupérer des marges de profit entamées par la course à l'investissement et les luttes ouvrières,

— conduire « dans la sérénité » sa restructuration articulée avec les puissances économiques notamment allemande et américaine,

— assurer le « redéploiement » d'un commerce extérieur plus que menacé par les firmes étrangères dominantes sur le marché.

des choix systématiques

Cette orientation se traduit concrètement par des choix systématiques tels que l'ancrage du chômage comme une donnée permanente et structurelle de la société française, la tactique du pourrissement des conflits sociaux, le recours accru aux procédés d'intimidation-provocation, usage croissant de la police, affabulations antigauchistes ou anticommunistes qui

marquent l'évolution autoritaire du régime, et préparent le terrain à des réactions encore plus brutales.

Malgré cette cohérence, le pari gouvernemental n'est pas gagné d'avance, pour au moins trois raisons. Le contexte mondial de dépression — plus durable que beaucoup ne l'avaient imaginé — place la France en position délicate, comme en témoigne l'échec cuisant de la politique du commerce extérieur. Parmi les capitalistes français — et parmi leurs représentants dans l'appareil d'Etat — existent des contradictions sur la politique à suivre : de manière alternative à la politique d'austérité et d'autorité, des couches de la bourgeoisie expriment le souhait d'une politique de relance (hier par l'investissement, aujourd'hui par la consommation) et l'établissement d'un certain « consensus social » ou « national ». Contrairement à l'attente du pouvoir et du patronat, la gravité de la crise n'empêche pas la classe ouvrière de manifester une capacité de résistance qui, plus coordonnée, plus soutenue, et plus relayée par les organisations politiques et syndicales peut mettre en échec le plan d'austérité.

Pour les organisations ouvrières, c'est là l'enseignement le plus important de ce semestre, parce que c'est celui sur lequel elles peuvent s'appuyer.

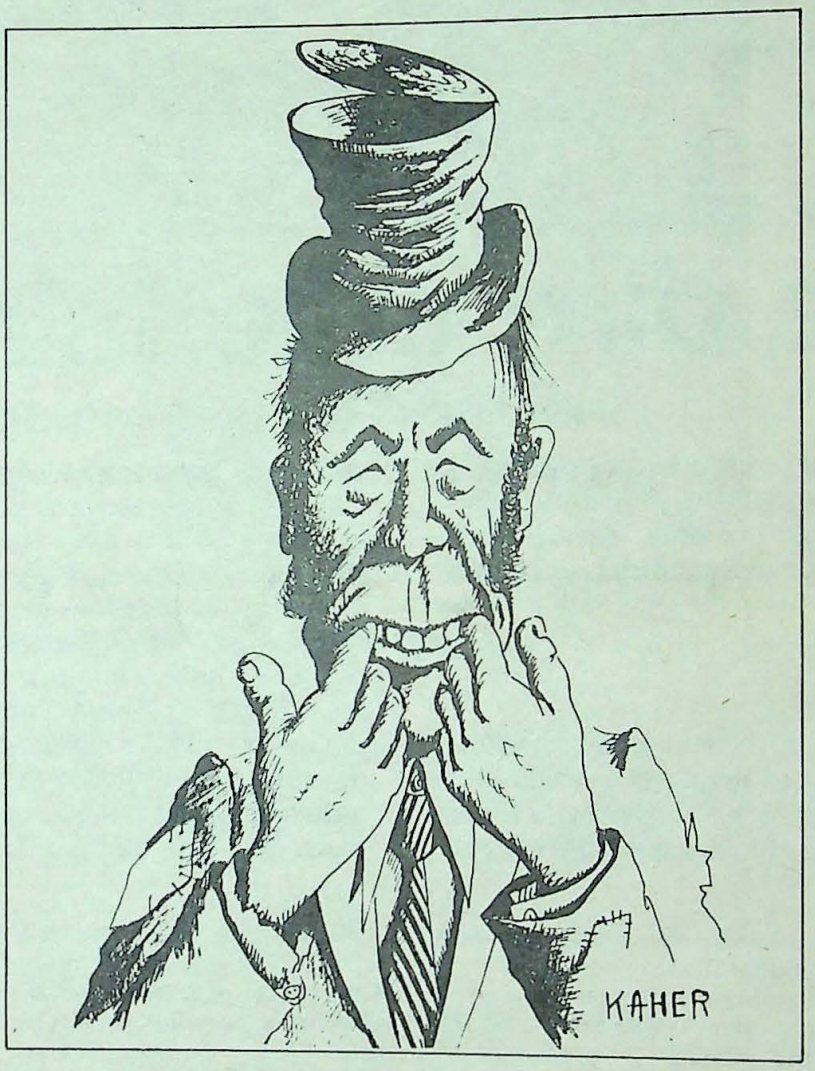
Quelle peut être en effet la politique de la gauche face à cette situation ? Certainement pas de proposer les solutions techniques applicables par la bourgeoisie, ou d'arbitrer le débat entre ses deux principales orientations, ou de se préoccuper du « consensus social ». De ce point de vue les déclarations de François Mitterrand sont ambiguës et guère mobilisatrices. Ambiguës, parce que parler d'un gouvernement capable à la rentrée d'octobre de réaliser le consensus social, la relance par la consommation et, en filigrane, une politique des revenus, c'est relancer l'idée d'un compromis entre classes qui peut être une option de la bourgeoisie, et non de la classe ouvrière ; celle-ci a tout à perdre en aliénant sa liberté de combat et en se liant elle-même les mains. Peu mobilisatrices, car des thèmes comme la défense de la monnaie, le retour dans le serpent, l'emprunt national ou l'indexation de l'épargne ne constituent pas des objectifs avec lesquels peut s'articuler la lutte des classes.

En même temps, l'écart qui s'est creusé entre les différentes conceptions de la référence au programme commun ne permet plus de se contenter de cette seule référence, même si elle reste encore pour beaucoup de travailleurs le symbole de leur unité ; celle-ci est cependant à reconstruire et elle exige plusieurs tâches complémentaires.

un accord souhaitable

La question la plus urgente posée à la rentrée sera celle **d'une nouvelle vague offensive et unitaire des travailleurs** contre la politique d'austérité et ses conséquences.

L'une des conditions essentielles de sa réalisation réside dans la conclusion d'un réel accord de soutien des luttes entre syndicats et partis de gauche.



Dans ce domaine, le PSU a fait, inlassablement, un certain nombre de propositions, qui n'ont pas toujours été retenues, mais par rapport auxquelles des progrès ont été marqués dans la période récente (actions unitaires du mois de juin, rassemblement du 10 juillet en particulier). Compte tenu de ces progrès et de l'évolution actuelle des luttes, en particulier du fait que les luttes longues et dures que nous avons connues vont se multiplier, un tel accord pourrait porter sur les points suivants :

1°) L'organisation en commun de la solidarité financière (par exemple une caisse intersyndicale unique de solidarité, soutenue par les partis politiques). La nécessité d'un progrès en ce domaine a été particulièrement ressentie lors du conflit de Chausson — où le PSU avait proposé des collectes communes.

2°) L'attitude à avoir face au développement du type « grèves avec production » (Everwear, Teppaz, Caron-Ozanne, etc.) et notamment la mise en œuvre commune de circuits de soutien et de vente qui seront des occasions de mobilisation et de prise de conscience — alors qu'aujourd'hui le PSU se trouve être souvent la seule organisation politique à jouer ce rôle.

3°) Les formes de solidarité active à l'égard des entreprises qui poursuivent des conflits plus « classiques » (comme le boycott des publications du groupe Amaury, que nous avons proposé et sur lequel nous n'avons reçu aucune réponse, ni des syndicats, ni des partis).

4°) La tenue d'états-généraux des entreprises en lutte.

5°) La création de comités unitaires de chômeurs, soutenus par les syndicats afin d'organiser la lutte des travailleurs sans emplois pour leurs revendications propres ; les propositions que nous avons faites en ce sens ne sont pas restées sans écho, mais il n'y a pas encore d'initiatives unitaires.

6°) Devant l'inflation qui continue, l'incitation à la création de comités de masse pour le contrôle populaire sur les prix, et l'extension avec les organisations paysannes des opérations de circuits courts de produits alimentaires.

7°) Face à l'extension des missions attribuées à la police à l'égard des conflits sociaux, la création d'une commission d'enquête permanente sur la répression anti-ouvrière.

L'action commune doit pouvoir se prolonger sur des objectifs politiques qui visent à mettre en échec la politique d'austérité et à préparer les conditions d'un changement politique.

Pour parvenir à ce changement, il faut avoir une réelle appréciation de la situation ; la crise actuelle crée des conditions favorables à une rupture révolutionnaire avec le capitalisme et à l'édification du socialisme.

Cela ne dépend pas uniquement du développement des luttes sociales. Cela suppose aussi une mobilisation politique autour de la perspective de construction d'un véritable pouvoir populaire, des objectifs qu'il devra poursuivre et des moyens qu'il devra se donner.

C'est dans ce cadre seulement que les organisations ouvrières peuvent apporter des réponses aux problèmes fondamentaux de la société française d'aujourd'hui et qu'il leur sera possible de traiter de la création de nouvelles structures économiques, de la solution des problèmes énergétiques, de l'établissement de nouveaux rapports internationaux, de la transformation des rapports sociaux, de l'instauration d'autres rapports de pouvoir, etc.

Poser ces problèmes dans le cadre d'une transformation révolutionnaire ne doit pas pour autant dispenser de tenir compte de la complexité de la société française et de ses imbrications internationales et donc du temps de maturation de l'ensemble de ces changements. Le dire et en tirer toutes les conclusions est un gage de la crédibilité de ceux qui veulent le socialisme. Il n'est pas trop tôt pour le faire, et c'est à cela que le PSU entend contribuer par sa réflexion collective sur un programme de transition.

C'est également ce souci qui a motivé son souhait de participer aux débats qui pourraient s'ouvrir à l'intérieur de la gauche, en sachant que ceux-ci n'auront de conséquences positives que s'ils impliquent les militants et pas seulement des leaders : en dix mois, la polémique entre dirigeants ne semble pas avoir beaucoup progressé...

Michel MOUSEL ■

Maillot jaune et lanterne rouge

Il y a quelques jours, un spécialiste de conjoncture économique constatait cyniquement qu'à force d'entendre parler de crise, les Français avaient fini par être anesthésiés et que Giscard avait visé juste en dédramatisant la situation : en somme, le pays souhaitait être sécurisé avant de se mettre en vacances...

Curieuse analyse que ne dément pas d'ailleurs la grande presse tant elle est occupée à conter l'épopée des chevaliers du Tour de France, à décrire les flammes de l'« enfer portugais », à donner la nouvelle recette du vodka-cola de la coexistence pacifique, à suivre pas à pas les pérégrinations hallucinantes du fantôme de Carlos.

« d'ilot sauvegardé »...

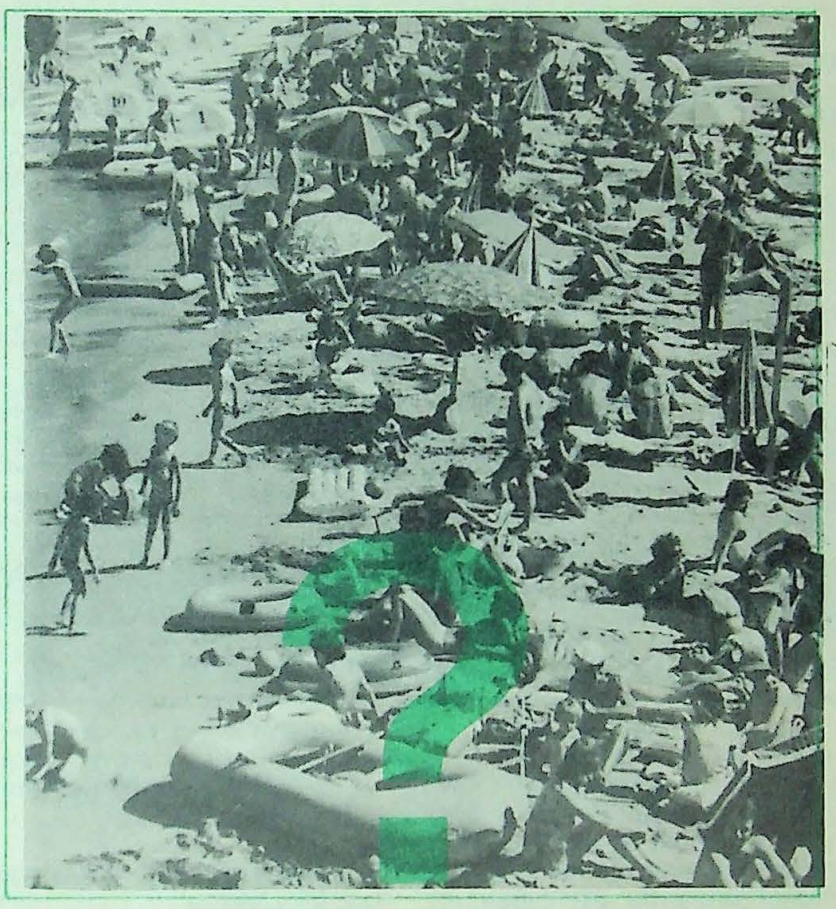
Il faut bien convenir que la démarche présidentielle ne manque pas de rigueur. A la notion d'« **ilot sauvegardé** » par la tornade économique mondiale que Giscard avait inventé il y a un an, tend à se substituer celle de « **havre menacé** ». La France n'a pas trop souffert de la crise. La situation économique est plutôt moins mauvaise que celle de nos principaux voisins, la rentrée sera calme grâce à l'utilisation de quelques épices destinées à faire le point jusqu'à la reprise de printemps : étapes-parkings pour les jeunes, service militaire prolongé moyennant un supplément d'argent de poche pour ceux qui le désirent, aides financières aux mères de familles « méritantes » pour les inciter à rester chez elles et quelques vagues promesses de relance « **sélective** ».

La rhétorique présidentielle est d'une habileté redoutable : en effet, le besoin de sécurité est d'autant plus ressenti que les menaces qui pèsent sur l'emploi et le pouvoir d'achat sont réelles et que les périls anarcho-marxo-Carlo-terroristes sont habilement orchestrés. A l'évidence, le langage du pouvoir comprend les deux faces traditionnelles de Janus : d'un côté, les crachats véhéments du triumvirat Chirac-Poniatowski-Lecanuet, de l'autre, la sérénité d'un Président terriblement affecté par les signes de crispation qu'il perçoit dans la vie économique, sociale et politique du pays. En d'autres termes, rien ne prouve que Giscard n'ait pas une nouvelle fois réussi à trouver et à utiliser le langage que voulaient entendre les vacanciers.

...« en havre menacé » ?

L'inflation dépassera très probablement la barre des 10 % à la fin de l'année. Fin mai, les demandes d'emploi non satisfaites étaient de 834 000 (correction faite des variations saisonnières), soit une progression de 90 % depuis mai 1974. La production industrielle n'en finit pas de diminuer : l'indice, sans le bâtiment, a baissé de plus de 14 % depuis août 1974.

Parallèlement, le pouvoir d'achat des travailleurs se dégrade régulièrement. Malgré l'absence de statistiques précises sur ce phénomène, la masse des impayés de toutes sortes (loyers, notes de gaz, et d'électricité, de téléphone, traites et remboursements divers...) a considérablement augmenté depuis le début de l'année. Ainsi, à Electricité-Gaz de France, le montant des factures impayées au 31 mars 1975 s'établissait à 14,5 millions de francs contre 11,5 millions l'année précédente, soit une augmentation de plus de 25 % : dans la seule ville de Paris, il y a eu 24 000 coupures et rétablissements de courant de janvier à mai 1975 alors que, pour 1974, on n'en avait enregistré que 33 000. Les plus « mauvais » payeurs sont évidemment les personnes âgées et les jeunes ménages en chômage.



Curieuse coïncidence, patronat et partenaires du programme commun se rejoignent pour réclamer une relance par la consommation intérieure. M. Fourcade n'est plus autant hostile à cette idée qu'il y a quelques mois : la semaine dernière, il n'excluait pas de « **prendre quelques mesures sélectives en faveur de certaines catégories sociales** ».

L'idée de relance repose une un double malentendu, pour ne pas dire une double escroquerie.

une double escroquerie

La relance n'est visible nulle part, à l'exception de quelques signes aux USA. De plus, et en admettant que ces signes se transforment en certitudes au cours de l'année 1976, la relance de l'expansion ne résorbera pas pour autant le chômage dans des proportions significatives.

Les prévisions du VII Plan le prouvent abondamment : dans la meilleure des hypothèses, celle d'une croissance annuelle de 5,15 % de la production intérieure brute (PIB) le chômage prévu en 1980 ne serait pas épargné à moins de 730 000 personnes, soit deux fois plus que jusqu'en 1972.

Alors pourquoi relancer l'économie par la consommation intérieure ? Si cette idée est fixe pour les rédacteurs du programme commun, le patronat s'y rallie progressivement par nécessité. En effet, dans la situation actuelle de marasme international, nos exportations — sur lesquelles comptait le gouvernement pour rétablir le déficit extérieur — se sont régulièrement effondrées depuis le début de l'année (il est utile de rappeler que la solidité retrouvée du franc tient moins du miracle ou de l'habileté de M. Fourcade qu'elle ne résulte de la contraction rapide et inattendue de nos importations).

Il est devenu indispensable de se retourner vers le marché intérieur. Par exemple, les ventes d'automobiles françaises à l'étranger ont reculé de 16,3 % pour le seul mois de mai. Plus que jamais, les constructeurs doivent s'appuyer sur un marché intérieur solide. Or, d'une part, la hausse des prix (29 % en moyenne depuis janvier 1974) décourage les acheteurs potentiels et, d'autre part, la pénétration des modèles étrangers (Fiat notamment) s'accentue : d'où ardente obligation pour les constructeurs français de bénéficier d'un environnement national propice à l'écoulement de leur production par le biais de mesures qui permettraient de faire repartir la consommation intérieure.

En tout état de cause, cette relance hypothétique ne résoudra rien, ni le chômage, ni l'inflation. Son seul «mérite » est d'entretenir la confusion entre les objectifs du gouvernement et ceux de la gauche, une gauche dont l'avantage serait de bénéficier d'un consensus populaire qui manque cruellement à Giscard. Pire, elle accrédite l'idée fataliste que les choses sont ainsi, qu'il est impossible de faire quoi que ce soit.

deux exemples

En admettant que les propositions de Mitterrand aient quelque cohérence, elles s'inscrivent dans une perspective d'occupation du pouvoir qui n'est pas inscrite au calendrier des luttes d'aujourd'hui. En 1978, il sera trop tard. Il importe de renforcer le combat contre l'austérité et le chômage, de frapper le pouvoir et le patronat là où ils sont les plus vulnérables, de developper la solidarité entre les luttes multiples menées sur le front de la production, de la distribution et des services. Récemment, le syndicat CGT de la SNCF proposait aux banlieusards un tract leur expliquant que les cheminots étaient hostiles à la politique de tarification pratiquée par cette entreprise nationale (pénalité de 2 F pour les voyageurs qui, découragés par les files d'attente aux guichets, achètent leur billet dans le train). En Italie, les abonnés au gaz, à l'électricité, du téléphone refusent les augmentations, continuent de payer en masse leurs notes aux anciens tarifs.

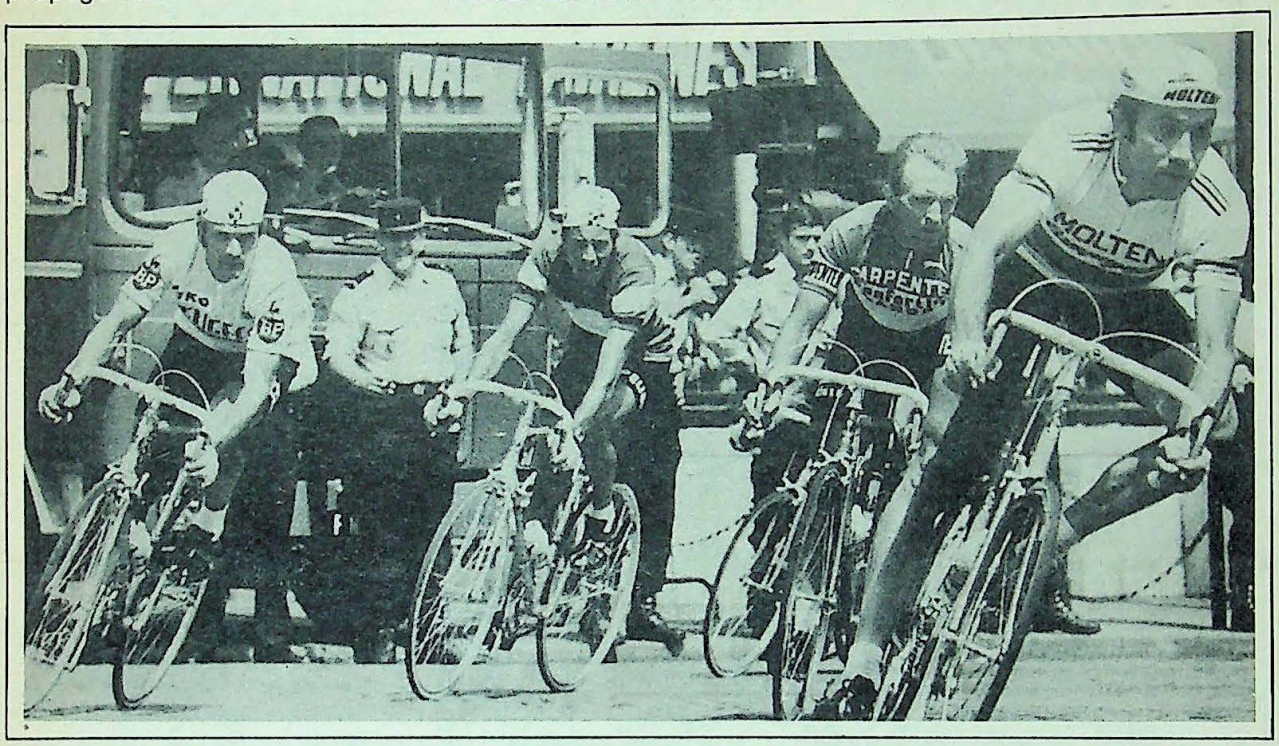
Ces deux exemples méritent réflexion. Je vous pose la question : qu'est ce qui peut gêner aujourd'hui le pouvoir ? Sont-ce les comparaisons entre les Gamelin et Galliffet ou le développement des actes concrets de refus des augmentations des tarifs de transport, des loyers ou des charges ?

Michel ETIENNE ■

les travailleurs du cycle :

« nous ne crèverons pas ! »

La bicyclette, reine aux Champs-Elysées ; la France, productrice de 2,5 millions de bicyclettes dont 850 000 pour l'exportation ; le tandem Giscard-Thévenet. Ça c'est la « tranquille » réalité des vacances, les satisfecits de la propagande.



Mais, à Dôle, l'entreprise Jeunet ne produit plus. A Courbevoie, Vélosolex se meurt et l'usine a été occupée. Les deux usines de Dôle, les établissements Jeunet le sont encore. Sur la route des vacances, les ouvriers de Jeunet dressent des barrages pour expliquer la situation. Si vous allez les voir sur la nationale 73 entre Besançon et Dôle, ils vous l'expliqueront.

Peugeot, maillot jaune !

Jeunet : quatrième producteur français de cycles, 265 ouvriers. Après avoir mis en route un plan d'agrandissement de l'entreprise, la direction ne peut plus rembourser les dettes (blocage du crédit). Elle se heurte à une offensive de grande envergure pour regrouper la production française autour de Peugeot. Elle décide de fermer l'usine en avril. Ne voulant pas faire les frais de l'opération, les ouvriers ont obtenu certaines garanties, après 15 jours d'occupation en mai. Une société japonaise (Mitsui) faisait des offres de participation, puis les retirait. C'était la fin des illusions. Le 18 juin, le tribunal de commerce de Dôle, à la suite du dépôt de bilan, nomme un syndic et un administrateur provisoire.

L'usine ne ferme pas pour l'instant car des commandes sont à réaliser. Le personnel exige donc que la production continue et qu'une prise de participation financière d'un autre groupe soit recherchée par le gouvernement.

Pour assurer la reprise immédiate, il faut 500 000 F. Le Crédit Lyonnais sollicité pour un prêt met des conditions. Le gouvernement fait de même. L'entreprise est en péril car elle risque de perdre ses commandes si elles ne sont pas livrées assez tôt.

Les obscurs du peloton se révoltent

Pour obtenir des conditions de reprise, l'assurance de leurs salaires et l'approvisionnement des pièces détachées, les ouvriers de Jeunet sont décidés à rester mobilisés pendant toutes les vacances. Jeunet peut et doit vivre. La lutte n'a pas lieu uniquement dans l'entreprise puisque ce sont les pouvoirs publics qui peuvent orienter plus ou moins la solution de relance.

Depuis fin juin, l'information a donc été intensifiée dans toute la région, notamment grâce au comité de soutien créé par la section PSU de Dôle. Dans l'usine occupée, la grève est active : mise en place d'AG, travail en commissions, journée portes ouvertes. L'idée de commencer à produire pour populariser le conflit et tenir le coup financièrement commence à se faire jour. Une commission production est en place.

A Dôle, le combat des Jeunet est celui de tous contre Peugeot qui veut empêcher toute solution, contre le plan d'austérité du pouvoir. Il y a à Dôle 500 chômeurs et le chômage technique dans toutes les usines. Sauvegarder les 260 emplois de Jeunet devient un enjeu politique. Les travailleurs de Jeunet l'ont expliqué le 10 juillet à la Tour Eiffel. Ils ont aussi pu se rendre compte que dans toute la branche du « deux-roues » la résistance à la restructuration existait (Stella à Nantes, Vélosolex, Gitane) ; la tâche future est de les organiser dans toute la France et d'accentuer la solidarité et la diffusion des informations.

Pour les aider et les soutenir (télégrammes et collectes), écrire à Travailleurs de Jeunet : UL CFDT, 8, rue Chifflot, 39100 Dôle CCP. Dôle 12 212 740.

Yves SPARFEL □

● Côte d'or : c'est pas la même fête !

*A Dijon, un militant du MRJC a été agressé par des émules de la CFT le soir du 14 juillet. Dans « **notre bonne fête républicaine à tous** », après le feu d'artifice, il faisait une collecte avec deux de ses camarades pour les ouvriers de l'usine Jeunet à Dôle. Après les derniers accords de la Marseillaise, des nervis ont empoigné Bernard, 19 ans, et l'ont molesté : « **Fous le camp , avec tes conneries !** ». Le soutien aux luttes n'est pas apprécié dans la ville de M. Poujade et la fête n'a pas le même sens selon le camp où l'on se trouve. Il y a encore des Bastille à prendre !*

● Ronson : durer !

Les travailleurs des usines de St Julien et de Beflegarge continuent à lutter pour le maintien de leur emploi. Pour donner une plus large audience à leur lutte, ils ont manifesté le 11 juillet dernier devant la sous-préfecture. 150 personnes ont exigé des propositions sérieuses. Après un mois de lutte avec occupation, la direction refuse toujours de négocier réellement.

● Caron-Ozanne

Le troisième numéro de **Ouest-licenciement,** *fabriqué par les ouvriers de Caron-Ozanne en lutte contre les licenciements, est paru.*

Chausson : des hommes debout

Le 10 juillet, jour du rassemblement des travailleurs en lutte dans toute la France, les ouvriers de Chausson ont repris le travail, dans l'unité. Ils n'ont pas gagné contre un patronat décidé à maintenir le rapport de force jusqu'au bout. Déception mais pas échec.

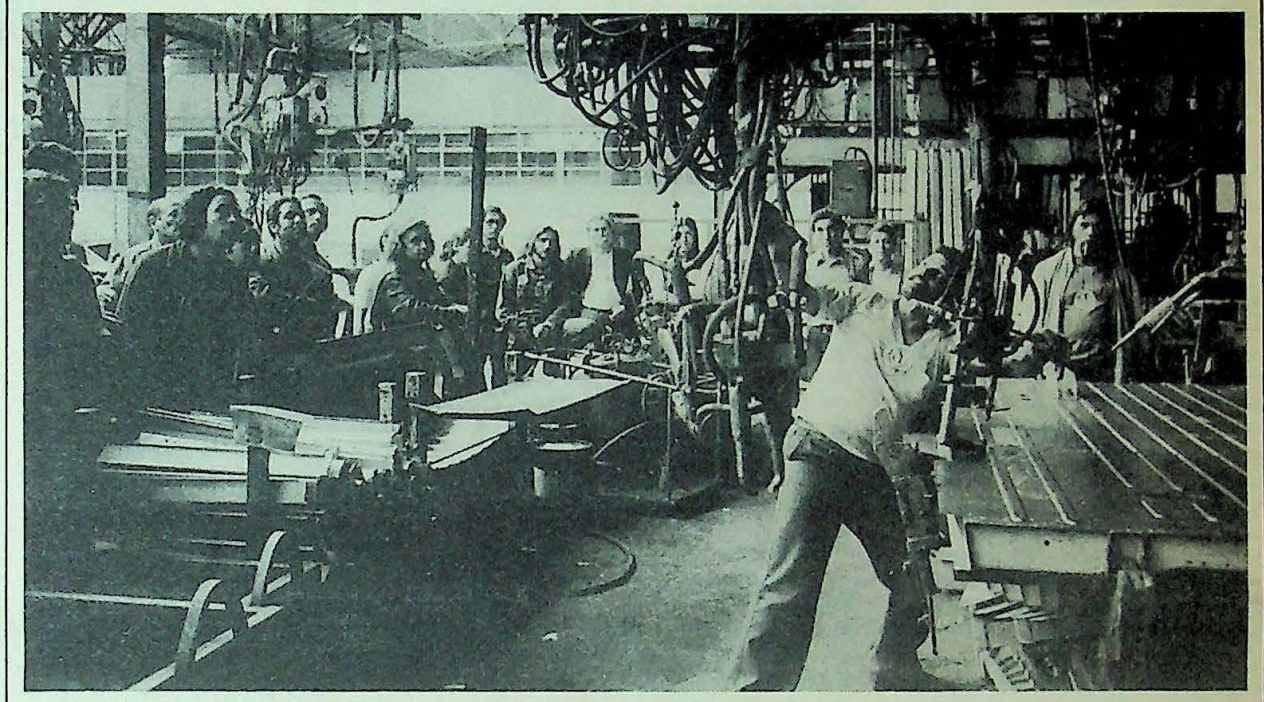
Restée isolée, sans véritable soutien financier, la lutte des Chausson ne pouvait que s'effilocher. Le pouvoir et les patrons ont voulu faire la preuve que la « lutte ne paie pas ». Mais en rentrant dans l'usine, drapeau rouge en tête et en manifestant, les ouvriers ont donné un avertissement à la direction ! Rien ne sera plus comme avant. Pendant huit semaines, ils ont discuté, contrôlé et décidé en assemblées de grévistes. Ils sont devenus des hommes debout et ils vont continuer.

Ils resteront organisés dans leurs organisations syndicales pour préparer de nouvelles luttes. Ils continueront à discuter, à contrôler et à décider en assemblées générales de tout : des augmentations de salaires avec un seul taux par catégorie. Désormais les ouvriers de Chausson refuseront les augmentations individuelles et les conditions de travail intolérables (le bruit, la fumée, les cadences). Ils se battront pour des pauses (5 minutes par heure), pour le temps des repas, pour avoir des remplaçants.

Les travailleurs ont appris la fraternité au travers de leur lutte. Ils continuent à l'exercer dans l'usine pour empêcher la direction de revenir aux anciens horaires, d'imposer des heures supplémentaires (rattrapage des huit semaines de grève).

Ils se battent actuellement pour que les délégués syndicaux menacés de licenciement restent avec eux. La direction continue les hostilités. Elle apprendra à ses dépends que les ouvriers de Chausson ne cesseront plus d'affirmer leur solidarité et l'unité dans le combat.

Y.S.



souvenir, souvenir...

Le PSU observe avec attention et sympathie les diverses activités et déclarations de Michel Rocard. Car même s'il a quitté le PSU pour le PS, Michel Rocard garde encore certains réflexes...

Ainsi, quand, interviewé le 10 juillet au Champ de Mars par **France Inter,** il a affirmé que le parti socialiste était l'initiateur de nombreuses luttes ouvrières, dont celle de Chausson. Visiblement, il voulait parler du PSU... Les travailleurs de Chausson, qui ont vu constamment notre parti se tenir à leurs côtés, dans et hors de l'entreprise, attendent encore, la grève finie, qu'une délégation du PS vienne leur communiquer son soutien.

Interrogé sur le danger de voir les revendications ouvrières exposées dans la rue, Michel Rocard a fait très justement remarquer que le Champ de Mars n'était pas une rue, qu'il était soigneusement clôturé et que le rassemblement de la Tour Eiffel, au fond, n'était qu'une sorte (je cite) de « **pique-nique** » !

Tant il est vrai qu'un vrai socialiste, même adhérent d'un parti réformiste pour des raisons tactiques, ne peut que garder, bien enfouies tout au fond de lui-même, ses opinions inébranlables de révolutionnaire conséquent !

Ils continuent de produire une contre information sur les conflits dans la région de Caen (Blaupunkt, SMN, Bennes Marrel, Picot à Coutances, Bon Sauveur, etc.). **Ouest-France,** *principal fossoyeur du secteur labeur de l'imprimerie Caron-Ozanne, ne réagit toujours pas après deux mois de conflit. Ceux qui lui ont permis de financer l'opération de fusion ne réagissent pas plus. La SDRN et les pouvoirs publics qui ont accordé un prêt de 2 800 000 F pour le transfert, l'extension, après regroupement et la création de trente emplois sont en droit d'exiger tous les documents sur l'évolution de la situation de l'entreprise. Le prêt fut accordé pour créer 30 emplois. Il a servi à créer une situation où on propose aux travailleurs de se résigner à choisir entre 48 ou 109 licenciements.*

Mais les ouvriers de Caron-Ozanne ne se résignent pas. Ils n'ont pas à faire les frais des calculs des uns et des autres : aucun licenciement, changement de la direction, paiement des jours travaillés en juin, paiement des congés payés, telles sont les revendications qu'ils continuent à défendre.

Les notables locaux deviennent des points de mire : Mme Léonard Gille, conseiller général, possède 180 actions dans le journal **Liberté** *qui contrôle Caron-Ozanne. Que fait-elle ? Rien ! M. Girault, sénateur-maire de Caen, a lui, 35 actions dans* **Liberté.** *Que fait-il ? Rien ! M. Strittmaker, 70 actions, président de la Chambre régionale de commerce, membre du conseil d'administration de Caron-Ozanne, qui déclarait* « **Liberté est un journal très utile dans la région** », *a saisi M. d'Ornano, ministre de l'Industrie. Résultat : rien !*

Quand tout ce beau monde cessera-t-il de se renvoyer la balle ? Quand joindront-ils la parole aux actes, eux qui se prétendent défenseurs de l'emploi ? Les ouvriers de Caron-Ozanne attendent ; leurs électeurs aussi. Ils ne capituleront pas.

CET ETE

PROCLAMATION DE L'ETAT DE VACANCES

LE CRI DES MURS

JOURNAL MURAL

DEMOBILISATION GENERALE

ATTENDU QUE LES VACANCES SONT DECLAREES OUVERTES A COMPTER DU 1er JUILLET ET CE JUSQU'AU 31 AOUT :

Article 1 : Il est rigoureusement interdit à tout organe de presse de consacrer plus du dixième de sa surface à l'information politique et sociale.

Etre le prétexte de discussions de rue, de café, dans les queues de cinémas, dans les jardins publics : voilà ce que veut être **le Cri des murs !** Une affiche ? 100, 200 personnes, plus peut-être, peuvent la lire, la discuter, la remettre en cause, cracher dessus, peu importe : elle est un moyen de lutte face à ceux qui, comme le **Parisien Libéré,** occupent une place trop importante dans le domaine de la communication sociale. C'est le terrain du **Cri des murs,** un journal mural lancé par un groupe d'imprimeurs, les Imprimeurs libres, et de journalistes, ceux du centre d'information Immédia.

... Un moyen de présence face au fascisme quotidien

TS : Les gens ne sont pas des imbéciles, mais, quand la seule information populaire hurle contre l'avortement, les Arabes, les jeunes, la « pseudo-libéralisation » **(sic), les** « prisons trois étoiles », **... il faut être très fort pour la remettre en cause individuellement. Comment comptez-vous vous opposer publiquement à cette présence quotidienne du fascisme et dévier le sens de cette communication sociale ?**

Imprimeurs libres : Le premier numéro a été collé sur un mur par un petit artisan du 12° arrondissement à Paris ; il nous a appelés pour nous dire que les gens s'arrêtaient, discutaient entre eux, que des groupes se formaient... Pourtant c'était un numéro sur le nucléaire, et pas sur l'actualité du moment...

Nous voulons provoquer à la réflexion

TS : Comment choisissez-vous vos sujets ?

Immedia : Le sujet de la quinzaine n'est pas forcément celui de la « une » des journaux. Nous préférons parler d'une des préoccupations réelles des gens à un moment donné et, à partir de là, nous essayons de trouver l'axe propre à provoquer un débat, le point sensible qui porte à la discussion.

Il : Plusieurs années de pratique auprès des associations politiques et culturelles nous ont montré ce qu'il ne fallait pas faire en matière d'affiche : presque toujours ce ne sont que des mots d'ordre abstraits, sans démonstration ni illustration ; les dessins sont bâclés, les textes obscurs. L'affiche est faite pour accompagner une campagne d'organisation : son impact est nul.

IM : L'information sous forme d'affiches n'a jamais été réellement pensée, à l'exception sans doute du parti communiste. Ce que nous recherchons en ce moment, c'est une écriture qui lui soit propre : on est là, collés sur des murs, on est présents dans des quartiers ou sur des places de village. Comment faire pour que la seule « lecture » qu'on a en passant apporte quelque chose qu'on ne sait pas et qui « accroche » ? Celui qui passe, s'arrête ou ne s'arrête pas, (le lieu d'affichage est important) mais il a déjà enregistré quelque chose qui lui a mis la puce à l'oreille... Demain, il lira d'un peu plus près, et, après-demain, il s'arrêtera. Il aura donc différents niveaux d'attention, de lecture : et chacun d'eux doit apporter un élément nouveau d'information qui « choque », sans le braquer, celui qui lit, et doit « provoquer » tout en poussant à aller plus loin.

Le deuxième numéro sort au moment des vacances, au moment de la « trêve » : cette année, il y a des grèves, une situation sociale tendue... Si on oppose « vacances » et « grèves », il y a là un élément de réflexion : « **Tiens, l'été aussi, la vie continue...** » Au fait, quelle vie ? Quelles vacances ?

On espère provoquer sans mot d'ordre une réflexion sur la trêve qui cette année est en forme de peau de chagrin, sur les conditions de vie qui, même en vacances, ne sont pas bonnes, et aussi à induire que tout cela n'est pas une fatalité immuable. « **Tiens ! même l'été on n'est pas obligé de se taire, de ne pas lutter ?** » Provoquer une telle réflexion peut permettre une attitude plus active.

Quant à la rédaction nous voulons l'élargir, au coup par coup, au delà des permanents, les imprimeurs libres et nous mêmes, en direction des gens les plus concernés. Pour l'instant, cela va de groupes écologiques à des syndicalistes CFDT, en passant par le PSU...

La diffusion ? une recherche politique...

TS : Comment diffusez-vous Le Cri des murs ?

IL : Le travail de rédaction est directement lié à la diffusion : un numéro sur les prostituées ne se rédige pas avec les mêmes gens que celui sur le nucléaire, et il ne se diffuse pas non plus de la même manière. En plus des abonnements ou des lieux réguliers de diffusion, il y a aussi toute une recherche à faire au coup par coup, pour trouver ceux qui peuvent être sensibles à telle ou telle information.

IM : Cent fois on nous a posé la question : « Mais qui va vous acheter ? Qui va vous diffuser ? Qui va vous coller ? ». Nous pensons qu'il faut renverser la question et dire : « A qui allons-nous servir ? ». Aujourd'hui des sections CFDT, celle de Vesoul par exemple, se sont abonnées... pourquoi ?... les Amis de la Terre de Lyon prennent en charge une partie de notre diffusion... pourquoi ? Parce que leur champ d'intérêt ne se limite pas seulement à poser les problèmes spécifiques sur lesquels ils travaillent.

Nous cherchons l'ensemble des groupes qui travaillent sur un problème particulier, ou s'y intéressent en priorité, tels que le nucléaire, les usines et la situation sociale, les prisons, les immigrés... Nous étudions quelles voies de diffusion peuvent exister sur des problèmes plus généraux, la société policière par exemple, ou plus particuliers comme la prostitution... Nous essayons d'afficher dans des lieux permanents de diffusion, tels que MJC, sections syndicales, cinémas, cafés ou restaurants progressistes de l'ensemble de la France, et qui seront en même temps des lieux de lecture, de discussion ou de débat. Une des caractéristiques du **Cri des murs** est de faire de chaque abonné un « diffuseur »... Nombre d'entre eux prennent plusieurs exemplaires : au Grand Bornand, un petit village de Haute-Savoie, un camarade s'en fait envoyer cinq.

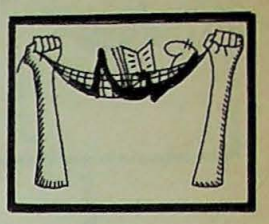
Aujourd'hui, bien que notre diffusion soit encore très restreinte, ce n'est déjà plus un rêve optimiste que de dire : « **Nous sommes en évidence dans des cinémas, des cafés, des MJC, des sections syndicales...et nous sommes présents sur les murs de la ville, sur des places de villages** ». Si demain, en plus d'une diffusion hexagonale, le **Cri des murs** suscite des expériences locales autonomes, la peste que nous pouvons représenter deviendra une épidémie. ■

Centre d'information Immedia - 770 05 13, ou par courrier, Patrick Fillioud, BP 8 75521 Paris Cédex II.

Imprimeurs libres, 14-16, passage des soupirs - 75020 Paris : Tél. 366.91.53.

Luxe, képis et couronnes à Gourdon (Lot)

la bataille des festivals



Gourdon, dans le Lot, année 1971... Une petite sous-préfecture qui crève à l'écart des nationales... Sur ce, les municipales, et débarque — parachuté de Paris — l'ex-Colonel para Dannaus, ancien collaborateur de De Lattre de Tassigny en Indochine, et tout et tout. Les choses vont changer. Le Lot se meurt : on va le réveiller...

★ Mais d'une façon très particulière. Les paysages sont beaux. Il faut en faire profiter les touristes, mais pas n'importe lesquels : ici, on donne dans le tourisme de luxe et même de super-luxe. Il s'agit à long terme de transformer la région en terre de repos pour millionnaires fatigués. Pour cela, « on » lance une première sonde, un premier et coûteux ballon d'essai : le Festival International de Musique.

Les plus grands noms de la musique débarquent donc au mois de juillet, pimentés du gratin des grands (es) de ce monde, de leur garde-robe et de leur garde tout court : Mme Giscard, la Reine du Danemark, etc. C'est le festival des képis et des couronnes !

Cela coûte très, très cher (mais les subventions sont là pour ça). Déficit, mais chacun y retrouve les siens. Parfois cela frise le grotesque. Ainsi ce projet d'affrêter des vols charters pour que les milliardaires américains puissent venir écouter La Callas (qui par ailleurs s'est désistée au dernier moment) ; ou encore la mésaventure arrivée à ce cher monsieur Dassault qui avait retenu une vingtaine de places à 400 F (faut ce qu'il faut) et proposé d'aller quérir les artistes en avion. Malheureusement, bafouant tout sentiment national, les organisateurs ont préféré la présence de la Couronne du Danemark avec laquelle ce cher Marcel est en froid depuis un certain marché. Et le Mirage s'est envolé !

Spectacle et culture

Dénoncer ce Festival-joujoude-luxe, vaste opération de prestige complètement plaquée sur la réalité sociale et culturelle de la ville, tel est le premier objectif du Comité pour le Festival Populaire du Gourdonnais (une trentaine de membres). Quand les lampions sont éteints, Gourdon redevient un désert culturel avec une MJC moribonde...

Mais il ne s'agit pas de se limiter à un rôle critique. L'ambition du Comité est aussi d'affirmer et d'essayer de prouver concrètement qu'une autre conception de la culture et du spectacle existe. La culture doit être aussi l'expression de la vie réelle d'une région. Aussi le Festival Populaire veut-il donner la parole aux jeunes troupes, aux chanteurs locaux qui désirent s'exprimer. Cet objectif est difficile à atteindre, car prendre la parole n'est pas un acte spontané quand des années de Guy Lux et de Mourousi sont passées par là. Spectacle et culture ne sont que des mots creux s'ils sont coupés de la réalité sociale et politique. Le festival officiel qui utilise le prestige de Cziffra ou de Richter, aux propres fins de sa politique celle de la bourgeoisie — n'échappe pas à la règle.

Nous voulons arracher le spectacle au parterre des notables et, sans le faire descendre dans la rue (pas encore, mais espérons que ça viendra) le lier étroitement aux problèmes, aux luttes des travailleurs, des paysans de la région et de façon plus globale à tous ceux qui se battent pour renverser cette société d'oppression. Le Lot ouvre ses portes aux fêtes couronnées mais ferme ses usines aux travailleurs. C'est contre cela aussi que nous voulons lutter.

Le Festival Populaire en est à sa troisième année. L'accouchement fut pénible, vu la mauvaise volonté évidente de la municipalité. Ainsi les affiches étaient systématiquement arrachées par les employés municipaux réquisitionnés ; une soirée ne fut pas autorisée à Gourdon même... Cela n'a pas empêché les travailleurs de Lip de venir s'exprimer deux fois devant plus d'un millier de personnes.

Après la matraque, la carotte... Devant les réactions suscitées par cette attitude, les « gens d'en haut » ont changé de tactique : « on » parle à la télé de « deuxième Avignon » ; on propose d'intégrer, contre subvention, le Festival Populaire au dos du programme du Festival Officiel. Bref, le piège doré est en vue...

Le deuxième festival, au niveau de l'audience, connaît un certain développement, même s'il reste encore beaucoup à faire pour mériter pleinement le titre de « populaire ». Plusieurs milliers de personnes ont participé aux différentes soirées : Leny Escudero a prouvé que la chanson, ce n'est pas les enzymes de Guy Lux.

Quelques jours auparavant, Claude François avait gesticulé à Gourdon, et la comparaison a été fort instructive ; des débats sur la situation au Chili, sur les luttes des paysans-travailleurs ; de nombreuses pétitions de solidarité aux signataires de l'Appel des Cent ; des discussions sur le Larzac... Puis une animation pendant toute l'année a été mise en place.

Cette année, c'est encore un peu l'inconnu, mais on vous attend.

Daniel ANDRIEUSE ■

Gourdon 1975

- 7 août : Théâtre Arche de Noé
- 9 août : Débat sur l'armée
- 12 août : Patric, chanteur occitan
- 17 août : Débat sur les luttes des femmes
- 19 août : François Béranger
- 22 août : Marti, Siffer
- Plus des troupes de théâtre de la région, chanteurs, exposition artistique, etc...

Renseignements : Festival populaire du Gourdennais La Clèche 46300 Gourdon.

librairie éditions Syros

Commande & Règlement à : EDITIONS SYROS, 9, Rue Borromée, 75015 PARIS

L'ETAT PATRON ..... **40,00 F**
Philippe Brachet

LE MOUVEMENT TROTSKYSTE EN FRANCE ..... **30,00 F**
Yvan Craipeau

SERVITUDE ET GRANDEUR DU P.S.U. ..... **30,00 F**
Edouard Depreux

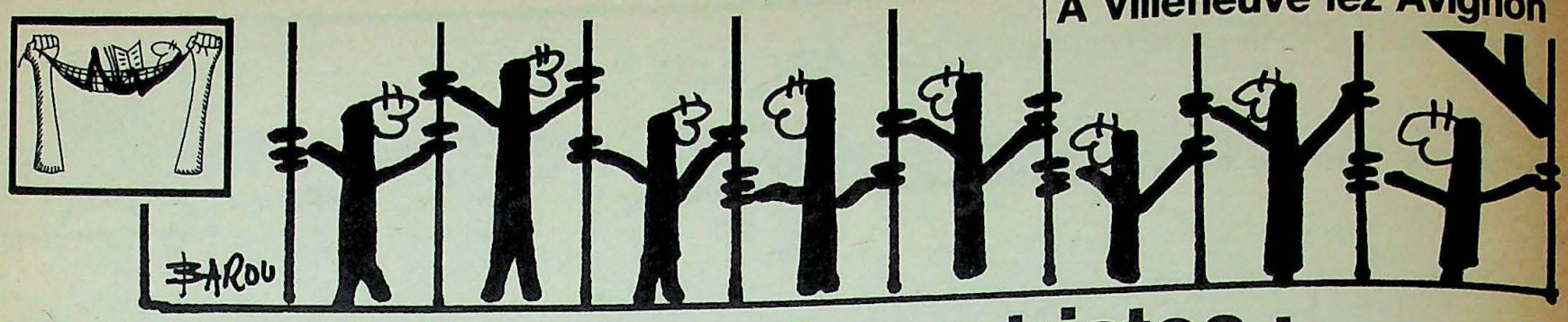
L'ENFER DES POMPIERS ..... **24,00 F**
J.J. Lubrina (journal d'un pompier de Paris)

AUTOGESTION ET REVOLUTION SOCIALISTE ..... **8,00 F**
Colloque autogestion janvier 1973

CHILI 1970-1973 : UN PEUPLE EN LUTTE ..... **10,00 F**
Collectif Chili

CHILI : LES DOCUMENTS DU COMPLOT I.T.T. ..... **10,00 F**
Jack Anderson

LE « MAI » DES BANQUES ..... **10,00 F**
Militants C.F.D.T.



A Villeneuve lez Avignon

persifleuses et pas tristes : les marionnettes estivales

Dansez sur le vieux Pont, les places et les ruelles d'Avignon, faites la fête, participez au plus grand rassemblement du théâtre de l'été, ce théâtre populaire lancé et développé par Jean Vilar, un après midi de 1947 dans la Cour d'Honneur du Palais des Papes. En Avignon, le théâtre a petit à petit éclaté : cloîtres, cours, hôtels historiques revivent chaque année aux sons des musiques et des textes. (1)

Mais, face à la ville aux cent clochers, se dresse fièrement une petite cité cardinalice : Villeneuve lez Avignon où, il y a quatre ans, en 1972, un homme de théâtre, Dominique Houdart, a lui aussi eu le coup de foudre.

Depuis, Dominique Houdart et son complice Marcel Violette utilisent ce lieu pour développer un art trop méconnu, celui qui s'exprime par l'utilisation de la marionnette, de la marotte, du théâtre d'ombre, des formes animées : le Théâtre d'Animation.

Les marionnettes... bof ! c'est Guignol... le petit théâtre du Luxembourg, à Paris, un spectacle pour les enfants accompagnés de grand papa et grand maman...Il fallait en finir avec toutes ces idées reçues et redécouvrir le rôle véritablement contestataire et persifleur des marionnettes qui racontent des histoires populaires, dénoncent les injustices, rossent gendarmes et militaires ! Cette action subversive dure depuis bien longtemps !

Le théâtre d'ombres remonte à une tradition très ancienne. Les marionnettes manipulées par le bas, à l'aide de baguettes, découpées dans du cuir, délicates et élégantes, sont nées en Indonésie. D'Egypte, sont venues les poupées articulées animées (certaines en terre cuite) actionnées par des ficelles ; elles servaient à animer des fêtes religieuses. Au Moyen-âge, les prêtres sermonnaient à l'aide de poupées (diables, christs articulés, madones aux yeux mobiles). Les pantins à tringles firent les beaux soirs des mystères moyenâgeux de Flandre et d'Allemagne et les Marionnettes de Liège, construites en bois et mesurant de 1,50 m à 2 m, comptaient à leur actif bon nombre de grandes batailles et tournois. Puis, au 18° siècle, en Italie, naissaient des virtuoses : les marionnettes siciliennes. Relevons aussi la marionnette à gaine d'où est né Guignol, Gnafron, etc. et la marotte qui crée la joie autour d'elle dans bon nombre d'écoles maternelles.

Les marionnettes sont légion dans le monde entier : aux Etats-Unis, notamment avec le **Bread and Puppett,** en France avec la **Compagnie Dominique Houdart** et le **Théâtre Z** qui utilisent d'immenses formes (qui mesurent parfois jusqu'à quatre mètres de haut), personnages dont l'impact sur le spectateur est saisissant.

Aussi, ces innombrables personnages, petits et grands, n'ont-ils pas fini de faire leurs « **trois petits tours et puis s'en vont** », comme dit la comptine. Durant l'été, Villeneuve lez Avignon est un peu leur quartier général. Le quatrième Carrefour aura vu débarquer, du 9 au 28 juillet, la **Compagnie Dominique Houdart** et les formes animées de Marcel Violette qui savent aussi bien jouer que des acteurs chevronnés (ceux qui les animent) un répertoire choisi : Marivaux avec **Arlequin poli par l'Amour,** Ionesco avec **Le Roi se meurt,** Beckett avec **En attendant Godot.** A ces trois spectacles de recherche théâtrale s'est adjoint celui de la troupe japonaise **Tayo-No-Te. (Les mains du soleil)** qui raconte une histoire merveilleuse de guérison miraculeuse **Poisson d'or de paradis.** Deux spectacles dits de tradition venus des antipodes de la planète seront également donnés : les Ombres d'Indonésie par le **Dalang sutarno**. Venu tout droit d'Amiens (Somme), **La fleur** avec deux spectacles pas tristes : **Le voyage de noces** et **l'attaque d'apoplexie...** tout un programme !

En plus de toutes ces réjouissances et découvertes pour petits et grands, il y aura dans Villeneuve des expositions, des ateliers, des animations auxquels participeront activement des stagiaires de l'Institut national d'éducation populaire de Marly.

Alors, à Villeneuve lez Avignon « **ne verrez-vous** », comme St-Amand dans son épitre héroï-comique à Monseigneur le duc d'Orléans « **que joutes et qu'ébats, que jeux d'enfants, chocs de marionnettes qui chantent leurs petites sornettes** »... ou essaierez-vous, comme Bossuet, « **d'empêcher les marionnettes où les discours impurs portent au mal** » ?

Françoise CLAIRE ■

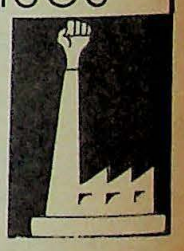
(1) Le programme est à votre disposition au syndicat d'initiatives (41 Cours Jean-Jaurès - Tél. (90) 82.65.11)

COURRIER du PSU

SUPPLEMENT entreprises

n° 26-27 prix 3 F

- Renault
- CNE Colombes



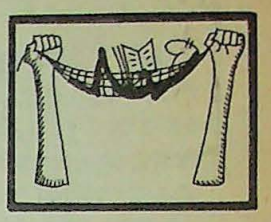
P.S.U. - Documentation

N° 86 /87 /88 Le chômage sous produit du capitalisme F. 6.00

N° 89 /90 /91 Militer contre le militarisme F. 6.00
N° 92 /93 Une section du P.S.U. à PARIS F. 4.00

Numéros disponibles :
N° 22 - 23 Sur le mouvement politique de masse 2.00
N° 24 - 25 La police dans la lutte des classes 2.00
N° 26 Rosa Luxembourg 1.00
N° 27 - 28 La crise du système monétaire international 2.00
consommation 4.00
N° 70.71.72 Coopération du néo-colonialisme 4.00
N° 75.76.77 Le PSU Dossier d'Accueil 4.00
N° 78.79 Sur la Question agraire 3.00
N° 80.81.82.83.84 PORTUGAL
N° 42.43.44 Le mouvement révolutionnaire et l'Université 3.00
N° 51 Le recrutement 1.00
N° 52.53.54 Quand les patrons vont à l'école 3.00
N° 56.57 Sionisme et libération 4.00
N° 67.68.69 Capitalisme et en lutte 6.00
N° 85 Le PSU analyse le rapport Sudreau 2.00

Abonnement : 20 N° F 30.00
A adresser à :
Editions Syros
9, Rue Borromée, 75015 Paris
C.C.P. 19 706 28 Paris



la ruée vers l'or blanc.

La zone montagneuse des Hautes-Pyrénées a de l'intérêt. Enfin, touristiquement parlant. Les marchands de loisirs l'ont compris. C'est ainsi qu'aujourd'hui le département des Hautes-Pyrénées est — de toute la chaîne pyrénéenne — celui qui dispose des équipements les plus perfectionnés pour le tourisme d'hiver. Ils sont surtout concentrés dans les vallées d'Aure et du Lourou vers les stations de St Lary, Peyre sourde, Piau-Engaly, dans la vallée de Campan vers la station de la Mongie-Tourmalet, dans la vallée des gaves vers les stations de Barèges, Cauterets, Gavarnie.

Et ce n'est pas terminé puisque, parmi les projets, on trouve quatre stades de neige, et surtout le fameux complexe du Tourmalet qui « **doit permettre de doter le département et la chaîne pyrénéenne d'un ensemble de stations de classe internationale** », à l'échelle des grandes stations alpines (30 000 lits au total).

l'adieu aux vallées

Depuis 1968, ceux qui décident de la politique d'aménagement de la montagne ont redoublé d'efforts ; la puissance des remontées mécaniques a été multipliée par trois ; dans le même temps, 3 000 logements nouveaux ont été construits dont un millier pour les seules stations de la Mongie et de St Lary. Le nombre de résidences secondaires a doublé : elles représentent aujourd'hui 40 % du parc immobilier de la zone montagneuse, avec des pointes à 80 % dans certains villages.

Au début de cette ruée vers l'or blanc et grâce aux bienfaits d'une propagande habile mais trompeuse, beaucoup ont cru que le développement effréné du tourisme hivernal contribuerait à la relance économique de la zone montagneuse : chacun pensait aux emplois pour les jeunes. On laissait aussi croire que les commerces profiteraient aux habitants des montagnes. Or qu'en est-il aujourd'hui ?

D'un rapport présenté à la société d'économie montagnarde, il ressort qu'au niveau de l'emploi le bilan est négatif. L'emploi agricole diminue de 2 à 3 % par an. Le tourisme ne crée que peu de postes permanents et peu de travail saisonnier, d'ailleurs mal rémunéré. Pour les quatre principales stations, on compte en 1971 — ces chiffres n'ont pratiquement pas varié depuis — 200 emplois permanents et 770 emplois saisonniers.

Depuis 1968, la population de la zone montagneuse a diminué en moyenne de 10 % (de 7 % à 15 % selon les vallées) : 2 500 personnes en moins. Aucune vallée n'échappe au dépeuplement. Fait plus grave : un phénomène nouveau apparaît avec un excédent des décès sur les naissances (180 décès de plus que de naissances en vallée d'Aure de 1968 à 1975).

le vrai patron

Au rythme où vont les choses, la situation sera catastrophique dans quelques années et l'on peut affirmer que le développement touristique n'a rien modifié de ce point de vue. Il précipite l'asphyxie de la vie agro-pastorale en détournant le principal des crédits d'aménagement vers ses seuls objectifs et en secrétant des phénomènes de colonisation, qu'ils soient le fait de groupes privés comme à Peyresourde ou de collectivités locales comme à St Lary.

A Peyresourde, dans la vallée du Louron, un promoteur a réussi à faire signer par les notables locaux une convention qui lui loue pour une somme dérisoire toute la zone skiable (1 millier d'ha environ) et qui lui a permis d'acquérir la zone à urbaniser (144 ha) à raison de un centime le mètre carré. A présent, le promoteur est le vrai et le seul patron de la station, et il bâtit tranquillement son empire.

A St Lary (en vallée d'Aure), sous l'impulsion du maire, M. Mir, (le papa d'Isabelle, membre du parti socialiste), c'est une collectivité locale, la commune de St Lary-Soulan, qui cherche à s'agrandir pour son seul profit en tentant de s'annexer les terrains skiables, urbanisé ou urbanisables des communes voisines de Vignec, Cadeilhan-Trachées, Vieille-Aure. Dans chaque cas, l'administration, les pouvoirs publics favorisent ces entreprises par des pressions inadmissibles.

On trouve toujours des impossibilités techniques pour construire un pare-avalanche, pour désenclaver une communauté paysanne ou pour déblayer un éboulement sur une route pastorale alors que les agriculteurs en auraient besoin pour atteindre des granges foraines.

la surenchère

Par contre, on permet des dépenses de l'ordre du milliard d'AF pour ouvrir une route touristique à travers des pâturages, pour atteindre le site du lac de l'Oule à 2 300 m d'altitude, où les rapaces des neiges comptent construire une super-station avec buildings pour PDG.

Le tourisme amène le touriste, c'est une vérité de La Palisse. Mais il amène aussi la loi de l'offre et de la demande. Au niveau du commerce, notamment en alimentation, les choses sont claires. Les prix dans les vallées sont supérieurs parfois de 20 % à ceux pratiqués dans la plaine. Or, ils s'appliquent à tous les clients, touristes et indigènes. Conclusion : le tourisme diminue le niveau de vie des populations locales.

Quant au problème foncier, la demande touristique n'arrange pas les choses. Les agriculteurs qui cherchent à agrandir leur exploitation, se heurtent à la surenchère et à la concurrence du promoteur ou du résident secondaire.

Mais tout n'est pas perdu. Peu à peu une prise de conscience s'effectue. Beaucoup en ont assez de voir se dérouler des choses conçues et ordonnées par d'autres. Des militants du PSU sont engagés dans le combat. Avec beaucoup de montagnards, avec des paysans, avec des jeunes du CDJA, ils pensent que la vocation première de la zone montagnarde est le développement de l'activité agro-pastorale.

Mais il faut promouvoir une autre politique où les hommes seront au centre des préoccupations, une politique qui leur permette de s'épanouir dans le milieu naturel qui est le leur. La lutte doit être menée pour imposer des investissements de type coopératif pour l'achat de matériel approprié, la construction de bâtiments de stockage, de fourrage frais, de bergeries collectives, de centres pastoraux, etc... Il faut aussi favoriser la coopération montagne-plaine pour relancer la transhumance et pour la production de fourrage.

Le PSU estime que le tourisme social et la promotion de l'artisanat constitueront des facettes de cette politique. Notre région est belle et nous n'entendons pas garder ses attraits pour nous seuls. Nous voulons que les prolétaires qui subissent quotidiennement l'exploitation et l'agression capitalistes près des chaînes ou dans les bureaux profitent du contact vivifiant avec la nature. Nous sommes donc partisans d'un tourisme familial à la ferme gérée et contrôlée par les paysans.

Groupe PSU d'action montagne des Hautes-Pyrénées ■

Il n'y aura pas cette année un Larzac, mais des dizaines de Larzac. Tous ceux qui, depuis trois ans, se sont rassemblés sur le Causse pour lutter avec les paysans du Larzac savent que l'armée, l'EDF et les promoteurs attaquent ailleurs. La mobilisation de cet été doit donc être forte sur tous les fronts :

ET LA MONTA

contre les centrales (Braud St Louis, Port la Nouvelle, Plogoff), contre les camps militaires (Fontevrault, Châteaulin), contre les prisons clandestines

Haute-Provence : Un département colonisé

« Plantarem farigoulas, la mountagna flourira ». **Nous planterons le thym, la montagne fleurira ! C'était le slogan des révoltés de 1851. C'est aujourd'hui celui de ceux qui ne se vendront pas aux promoteurs dans les Alpes de Haute-Provence.**

Les Alpes de Haute-Provence : 6 988 km2 - 105 000 habitants. Soleil, neige, nature, ruines, histoire de révoltes populaires. La bourgeoisie locale avait industrialisé le département au début du XIXe siècle (filatures, fruits confits, petites industries de transformation). En 1851, lors de la révolte contre Napoléon III, le département avait 159 000 habitants. Après la répression, le pillage de l'armée française, la situation n'a cessé de se dégrader.

Barrage-mirage

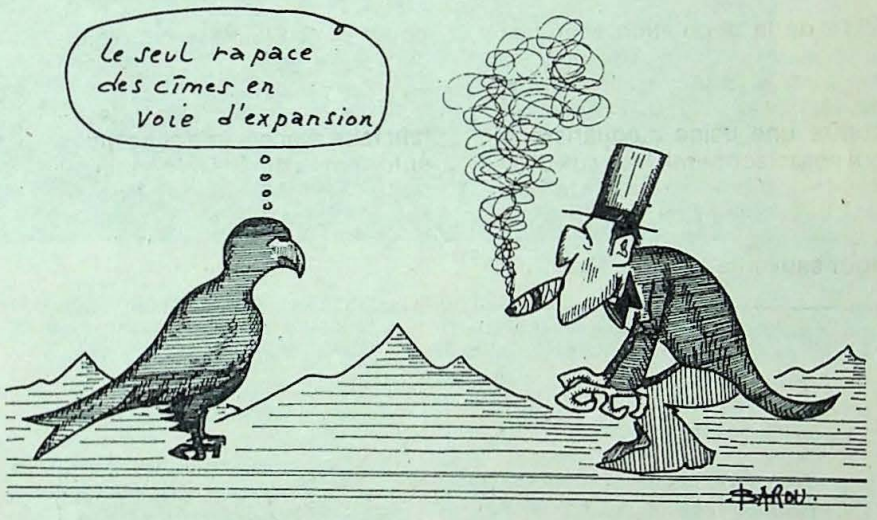
Dans ce département en voie de désertification, l'agriculture a lentement commencé à mourir. Pour relancer son économie, bien des projets ont été pondus. En fait, un seul a vu le jour : l'aménagement de la Durance par l'EDF. Il n'a pas changé grand'chose. L'économie « libérale » a fait ses ravages. Chaque année, des écoles ferment, des villages sont abandonnés et la principale richesse du département, l'agriculture, n'occupe plus que 7 % des actifs.

L'aménagement de la Durance procure 10 % de l'énergie hydro-électrique nationale. Seules les communes riveraines, grâce aux patentes, et les départements des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse, grâce aux canaux d'irrigation, en profitent. Aujourd'hui, cet aménagement atteint sa phase finale et son achèvement risque d'entraîner chômage et migration. Une seule industrie : la chimie (19 % des actifs) avec l'usine de Rhône Poulenc à St Auban (2 000 salariés) et la Safchim à Sisteron (300 salariés). Cette situation permet tous les chantages et limite toute initiative politique.

Pourtant le pays est riche, mais de richesses bien différentes de celles que le système capitaliste sait exploiter. La production agricole, fruit d'un dur labeur, est d'une très haute qualité. L'art de vivre provençal, à lui seul, est une richesse.

Le colorado français

Cette situation, des aventuriers tentent de l'exploiter. Le plus grand d'entre eux, Paul Dijoud, député maire de Briançon, publie, en 1970 une brochure de 56 pages expliquant son projet : vendre la Haute-Provence au tourisme international. Il veut interdire le tourisme populaire, « **encombrant** », « **bruyant** », « **polluant** » et peu rentable, isoler le département (c'est-à-dire conserver un réseau routier désuet, fermer les lignes SNCF, et prévoir ensuite 300 km d'autoroutes), construire un aéroport pour moyen courrier à Vaumeilh de manière à favoriser la venue de charters américains et japonais, et enfin construire des super-stations de ski comme Restefond (3000 lits).



A qui servirait cet ensemble prestigieux ? Certainement pas aux paysans qui ont été expulsés pour permettre la réalisation du projet, ou qui devront contourner l'autoroute sur plusieurs kms pour aller dans leurs champs.

Oui, mais les touristes riches, eux, gagneraient quelques minutes. Ils trouveraient à prix d'or l'air pur des montagnes, les joies du ski, le soleil de la Provence. C'est pour eux aussi que serait construit l'aéroport de Vaumeilh à 6 kms de Sisteron. Trafic prévu : 100 000 personnes en 1985 (45 000 Parisiens, 15 000 Français et 40 000 étrangers).

A la vue de ces chiffres potentiels de trafic et du statut social des utilisateurs futurs, on constate que l'aéroport de Vaumeilh est une pièce maitresse du dispositif de mise en place d'un tourisme industriel. Parti des Alpes du Nord, il gagne progressivement les Alpes du Sud avec des stations comme Pra-Loup ou le projet Jausiers-Restefond dans la vallée de l'Ubaye.

Air pur à prix d'or

Le coût de construction de l'aéroport a été estimé en 1973. Première tranche : 17 millions de Francs (début 1975)., deuxième tranche : 4,3 M de F, troisième tranche : 18,5 M de F soit au total : 4 milliards d'anciens francs entre 1973 et 1983.

L'état ne financerait le projet que pour un dixième, il laisse le soin au département et à la région de couvrir un bon tiers. Le reste (une bonne moitié) n'est pas connu. On fait supporter aux collectivités locales une charge financière et le futur déficit de ce projet. Cette pratique archiclassique qui consiste à faire financer une infrastructure devant servir une minorité par les contribuables est significative.

L'opération est de grande envergure, les notables du coin sont de gauche mais, pour le prestige, que ne ferait-on pas ! face au chômage, le tourisme sera la solution, même s'il commence par l'expulsion pure et simple des autochtones. Un handicap cependant vient contrecarrer Dijoud : la crise remet en cause le taux de croissance et, de ce fait, les promoteurs se font attendre pour soutenir le projet. Le conseil général, pris au piège, finance les premières infrastructures. En 1974, il exproprie les paysans de Restefond qui, surpris et divisés, démissionnent leur municipalité mais trop tard.

Mais à Vaumeilh, il en va autrement. On se bat.

Yves SPARFEL ■

Et la montagne fleurira, *ce n'est pas seulement un thème de lutte. C'est aussi le titre d'un roman de Luc Willenne (1) qui raconte la bataille menée en 1851 par les paysans et les ouvriers des Basses-Alpes contre le tyran Napoléon III.*

Le 2 décembre 1851, c'est le coup d'Etat de Napoléon III qui, selon les manuels d'histoire, réussit sans coup férir. L'espoir né dans les insurrections de 1848 est égorgé. La bourgeoisie réinstalle sa dictature. Le peuple l'a aidée à chasser Louis-Philippe mais n'a pas investi le pouvoir. Dans les terres arides de Haute-Provence, des paysans, des ouvriers ont constitué des « chambrées », ces groupes où chacun peut venir discuter, espérer en une République qui soit pour tous. Ils se battent contre une bourgeoisie, un clergé une noblesse de province férocement réactionnaires. On travaille 15 heures dans les filatures, on se vend comme journaliers aux propriétaires terriens pour compléter les maigres récoltes d'olives, de fruits ou de céréales que donnent les deux ou trois hectares de terre brûlée, achetés à crédit à des notaires vereux.

Dans cette terre de soleil, la révolte va jaillir. Ce sera la Commune, 20 ans avant... Le roman de Luc Willenne lui donne trois témoins imaginaires : un jeune avocat idéaliste, Pierre, une passionnaria provençale, Agnès et la fille d'un procureur petit tyran de Forcalquier, Anne, qui s'éprend de Pierre. Ce sont des personnages douloureux, prétextes pour évoquer la révolution dans les Basses-Alpes en 1851.

c'est aus

NE FLEURIRA

(Arenc à Marseille), contre les promoteurs et les marchands de vacances de luxe (Les Bouillouses, Val de Durance) etc.

Il ne s'agira pas de faire des pélerinages de militants en vacances mais de participer concrètement aux luttes menées depuis des mois contre le capitalisme de pollution, de destruction de la nature, de tourisme de classe.

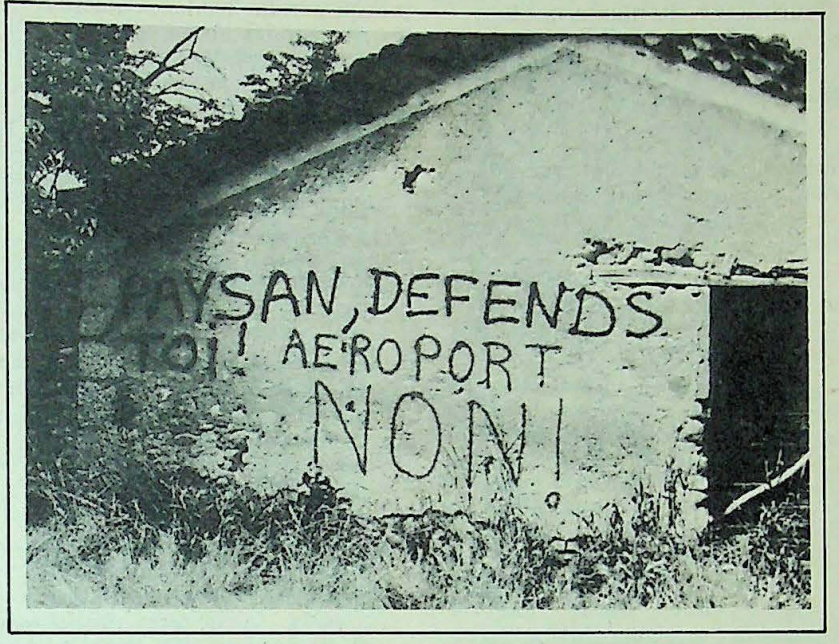
la bataille pour Vaumeilh

Lorsque les paysans de Vaumeilh, à 6 km de Sisteron, apprennent le projet d'aéroport, ils se regroupent au sein de l'ARAST (Association des riverains de l'aéroport de Sisteron Thèze). Ils organisent des stands sur les marchés, dénoncent le projet en critiquant le mode de développement imposé au département. Ils appellent à un grand rassemblement en 1974.

Le 13 juillet, de tous côtés, les tracteurs entrent dans Sisteron recouverte de banderoles. Un défilé s'organise jusqu'à Vaumeilh où, pour la première fois, autour d'une même conception de leur avenir, ouvriers, paysans, enseignants, écologistes, Occitans, se retrouvent et discutent. Forts de cette action, ils découvrent qu'ils sont dans la même situation qu'au Larzac. Ici l'armée est remplacée par le tourisme, mais l'effet est le même. Ils décident donc de poursuivre leur action et d'être solidaires du Larzac : un comité « Vaumeilh-Larzac » est formé et 100 militants vont sur le Causse vendre des melons et faire connaître leur lutte.

De retour, il faut poursuivre l'action : le GAER (Groupe d'action et d'étude régionale), créé sur la base d'une charte, entend dépasser le simple problème de Vaumeilh, pour répondre à toutes les luttes qui unissent ouvriers et paysans et engagent l'avenir du département.

Vaumeilh fait école et les problèmes surgissent. A Les Mées, les paysans, déjà pollués une fois par Rhône Poulenc, s'attaquent à la pollution. Avec l'aide de la CFDT, ils s'organisent, constituent des dossiers. Rhône Poulenc qui voulait doubler sa production d'HCH (un produit très toxique), 9 mois après, ne reçoit pas l'autorisation. A l'Escale, le maire, tout au service de Rhône Poulenc, veut profiter d'un plan d'occupation des sols pour remembrer les terres de cette société qui sont sur sa commune :



60 % de la population et toutes les organisations de gauche prennent position contre lui. A Mallemoisson, le GAER se bat contre une usine d'équarissage qui empoisonnerait les eaux de la Bléone. Il dénonce aussi la fermeture de la ligne Digne-Nice. C'est une véritable bataille politique pour sauver le département qui a commencé. Elle va se poursuivre cet été.

Outre le soutien aux luttes, il faut faire avancer une conception autonome du développement dans les Alpes de Haute-Provence. Le GAER engage cette action. Compte tenu de ses moyens, il ne peut mener une enquête-participation, qui, elle seule, aboutirait à une réponse exhaustive. Il s'engage donc sur une autre voie. Sur le thème « **les jeunes face à leur avenir dans les Alpes de Haute-Provence** », il a organisé trois journées d'études les 12, 13 et 14 juillet. Dans la première quinzaine d'août, des ateliers d'animation fonctionneront ; répartis par groupes dans divers points du département, des jeunes aidés par les documents rassemblés par le GAER soulèveront, là où ils se trouvent, les problèmes que rencontrent la jeunesse. Dans les villages, des soirées seront organisées, de même que toutes sortes de rencontres, Des expositions, des montages audiovisuels seront présentés au grand rassemblement de Vaumeilh les 16 et 17 août (1).

Au nom de la protection des animaux sauvages, le survol par des avions du parc des Ecrins (Alpes du Sud) est interdit. Au nom de la protection des animaux domestiques qui assurent leur survie, au nom d'une agriculture qui empêche l'érosion de la montagne et les avalanches, au nom de leur droit au calme de la vie qu'ils ont choisie, toute la population de Vaumeilh, de Sisteron, Thèze, Claret, Sogoyer, Aubignosc, Mison, le Poet, dit non à l'aéroport !

Ils ne veulent pas les autoroutes, des hôtels de luxe, des résidences secondaires par milliers, du camp militaire de Canjuers. Ils veulent un plan de protection de la terre, l'amélioration des routes, le maintien du réseau SNCF, un programme de remise en valeur de l'économie rurale et artisanale. Ils feront fleurir la montagne.

Tous à Vaumeilh cet été !

Y.S.

(1) Tous les camarades qui veulent soutenir cette lutte, peuvent participer à ces ateliers en écrivant au GAER 04 BP N° 3, 04190 Les Mées.

un livre...

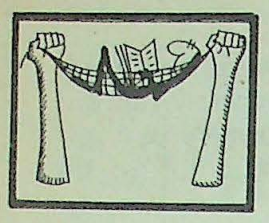
L'insurrection a échoué dans tout le Midi. Le commandant Vinoy, un tortionnaire qui a pris ses galons dans la conquête de l'Algérie, l'a écrasée.

Pourtant, le Duc de Morny, Ministre de l'Intérieur du Prince-Président, va trembler. Pendant deux mois, le coup d'Etat sera noyé dans un seul bastion : en Haute-Provence. Dirigés par Ailhaud, Buisson, Escoffier, les « rouges », les « partageux » s'emparent de Manosque, Sisteron, Forcalquier, Digne, ils contraignent après la bataille des Mées toutes les garnisons à capituler, instaurent des comités révolutionnaires, préparent l'auto-défense.

Ce ne fut qu'une épopée. La révolte fut écrasée au cours de l'hiver de façon sanglante. Dix mille, vingt mille Bas-alpins furent emprisonnés, déportés à Cayenne ou en Algérie. Le rêve prend fin. Mais il a donné matière à un roman extraordinairement vivant et bien écrit. Ce rappel de l'histoire des combats de classe de toute une région est précieux. D'autres poursuivent aujourd'hui cette bataille, d'une autre manière contre d'autres adversaires. A lire donc, pour comprendre et aimer ce pays, ces hommes qui se reconnaissaient comme républicains en portant une branche de thym à la boutonnière. Leur sang a taché la montagne. Mais elle refleurira...

Y.S.

(1) On le trouve à la librairie Syros pour 32 F (Editions Denoël).



guides bleus, guides verts, et lunettes roses...

Ne vous laissez plus embobiner par les « guides » de voyage et de tourisme, semble dire à chaque page de son alerte petite étude Bernard Lerivray, un sociologue diplômé du Centre d'études supérieures du tourisme, qui se trouve être également archiprêtre de la cathédrale de Coutances (1). Et de fait, puisque personne ne voyage plus sans « guides », autant savoir comment ils sont faits, quelle idéologie ils véhiculent, quelle conception du tourisme ils imposent.

Dans son collimateur, Lerivray a pris deux collections prestigieuses, qui dominent — et de loin — tout le florissant marché de l'édition touristique. Le **Guide Bleu,** créé par un avocat, Adolphe Joanne, en 1841 sous le nom **d'Itinéraires,** puis de **Guides Joanne** enfin repris par Hachette en 1916 sous leur nom actuel : c'est un instrument pour érudits, pour un public de « **culture secondaire ou universitaire** », pour « **amateur de connaissances précises** » estime l'éditeur. Le **Guide Vert,** plus accessible (puisque six fois moins cher), est moins austère, il vise le « **primaire-supérieur** » autant que le « **secondaire-moyen** », et il a une histoire prestigieuse : au lendemain de la guerre de 1914, les services de tourisme de Michelin avaient eu l'idée d'éditer des guides des champs de bataille pour permettre aux soldats d'aller revoir, guides en main, les lieux des grands combats. Une cinquantaine de fascicules sont parus et ont remporté un grand succès, incitant Michelin à créer des **Guides Rouges,** à vocation moins spécialisée et plus directement touristiques. En 1945, lors d'une refonte totale de la collection, ces guides sont devenus « verts »...

Lerivray a donc cherché a déceler le pourquoi des choix opérés dans ces guides (car « on ne peut tout voir »), les motivations qui ont conduit les équipes de rédaction et de révision des ouvrages, bref à vérifier si ces ouvrages n'étaient pas sous-tendus par l'idéologie d'une classe sociale déterminée. Et il s'est lancé dans les pointages : sur 31 monuments ou sites promus « **curiosités de tout premier ordre** » par le **Guide Bleu de Normandie,** il a ainsi trouvé 13 églises ou abbayes, 10 musées, 4 panoramas, 1 château ou manoir, 1 rue. Dans les « curiosités intéressantes » (au nombre de 503 pour toute la Normandie), la proportion des églises dépasse la moitié. Roland Barthes s'était déjà penché sur cette réalité : « **On le voit,** avait-il écrit, **tous ces monuments sont religieux, car d'un point de vue bourgeois, il est à peu près impossible d'imaginer une histoire de l'art qui ne soit pas chrétienne et catholique** ». Mêmes calculs pour les « *** **vaut le voyage** », « ** **mérite un détour** » et les « * **intéressant** »...

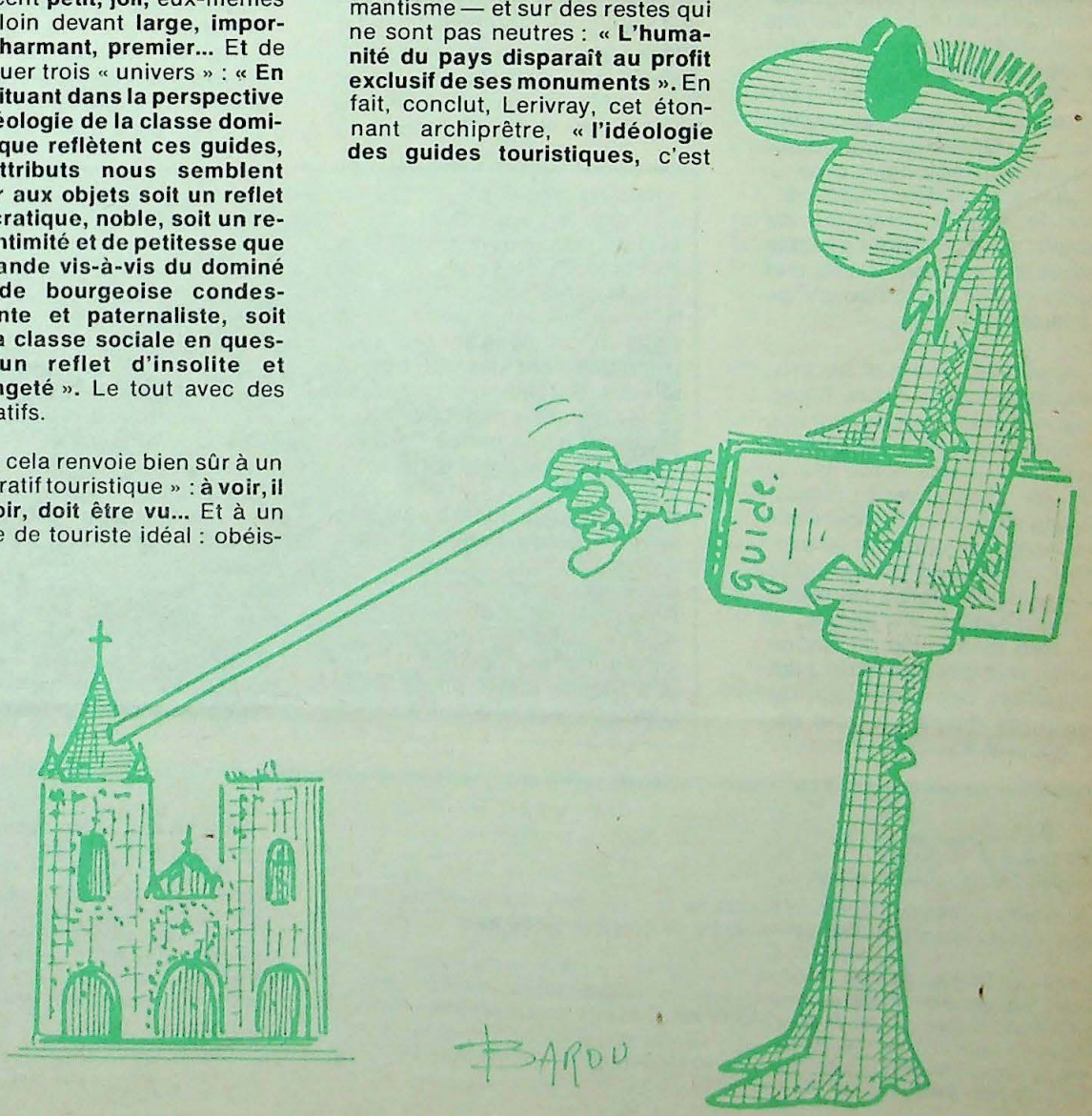
Puis il s'est attaqué au système de valeurs : l'ancienneté, dans les guides bleus ou verts, confère automatiquement la valeur. De là ces accumulations ubuesques de dates, de siècles, d'époques, de règnes. « **Tout est daté,** écrit Lerivray, **étiqueté, inventorié, fragmenté et évalué au prix de l'histoire** ». Bref, plus c'est ancien, plus c'est beau, et plus c'est digne d'être visité. Mais il y a aussi ce que Lerivray appelle la « dominance » : le fait d'être en haut ou en dehors, « sur », de dominer, surmonter, surplomber, couronner ; les « vues », points de vue, panoramas qui dépassent la norme..., bref le pittoresque. Le reste est triste : morne plaine, ennui profond sur les « **itinéraires de liaison** », entre « **les curiosités de tout premier ordre** ». Enfin, il y a l'insolite : l'étendu, l'amusant, l'âgé, le volumineux, le haut, le rare, le curieux, l'exploit, l'inhabituel, l'original... autant de mots qui reviennent à tout bout de champ dans la description de ces « **vaut le détour** ». Des calculs de fréquence d'utilisation de certains mots ont permis à Lerivray de donner la palme au **beau** (39 fois en 13 pages dans un Guide Vert), puis à **l'ancien,** qui distancent **petit, joli,** eux-mêmes assez loin devant **large, important, charmant, premier...** Et de distinguer trois « univers » : « **En nous situant dans la perspective de l'idéologie de la classe dominante que reflètent ces guides, ces attributs nous semblent ajouter aux objets soit un reflet aristocratique, noble, soit un reflet d'intimité et de petitesse que commande vis-à-vis du dominé l'attitude bourgeoise condescendante et paternaliste, soit pour la classe sociale en question, un reflet d'insolite et d'étrangeté** ». Le tout avec des superlatifs.

Tout cela renvoie bien sûr à un « impératif touristique » : **à voir, il faut voir, doit être vu...** Et à un modèle de touriste idéal : obéissant et docile, accordant confiance à ceux qui savent, attaché aux guides, s'arrêtant quand il le faut, suivant la route dans le bon sens, etc... « **Le bon élève de nos écoles traditionnelles** », qui occupe si bien sa place ensuite dans la hiérarchie mise en place par la classe dominante.

Mais surtout, ces guides renvoient à une conception de l'histoire et à un modèle de société. Histoire de rois, histoire chauvine ; histoire purement événementielle, élevée par les guides au rang de « science exacte » ; histoire qui privilégie les « héros positifs », nobles ou pauvres, et oublie les évolutions, les divisions en groupes ou classes sociales, l'économie, la démographie, tout comme l'histoire religieuse, juridique, politique, ethnologique... En somme une histoire archaïque, appuyée sur des valeurs on ne peut classiques — ordre et autorité, défense des privilèges, individualisme et romantisme — et sur des restes qui ne sont pas neutres : « **L'humanité du pays disparaît au profit exclusif de ses monuments** ». En fait, conclut, Lerivray, cet étonnant archiprêtre, « **l'idéologie des guides touristiques,** c'est **celle de la nouvelle classe dirigeante au XIXème siècle** ». Et, sous le prétexte d'informer, de recenser et de motiver, les guides contribuent à l'aveuglement, dans le sens en tout cas où ils choisissent pour nous, et occultent tout le reste. « **Le touriste qui va à Florence ne découvre pas Florence, mais des discours sur Florence. On consomme aujourd'hui les signes de la culture... Le tourisme est devenu langage, la chose à voir est devenue langage sur la chose à voir. Le touriste est un consommateur de ce genre de langage...** ». Il paraît que le directeur des **Guides Bleu** a vu rouge, après cette charge de l'archiprêtre qui rêve d'un tourisme désaliéné...

PH. M. ■

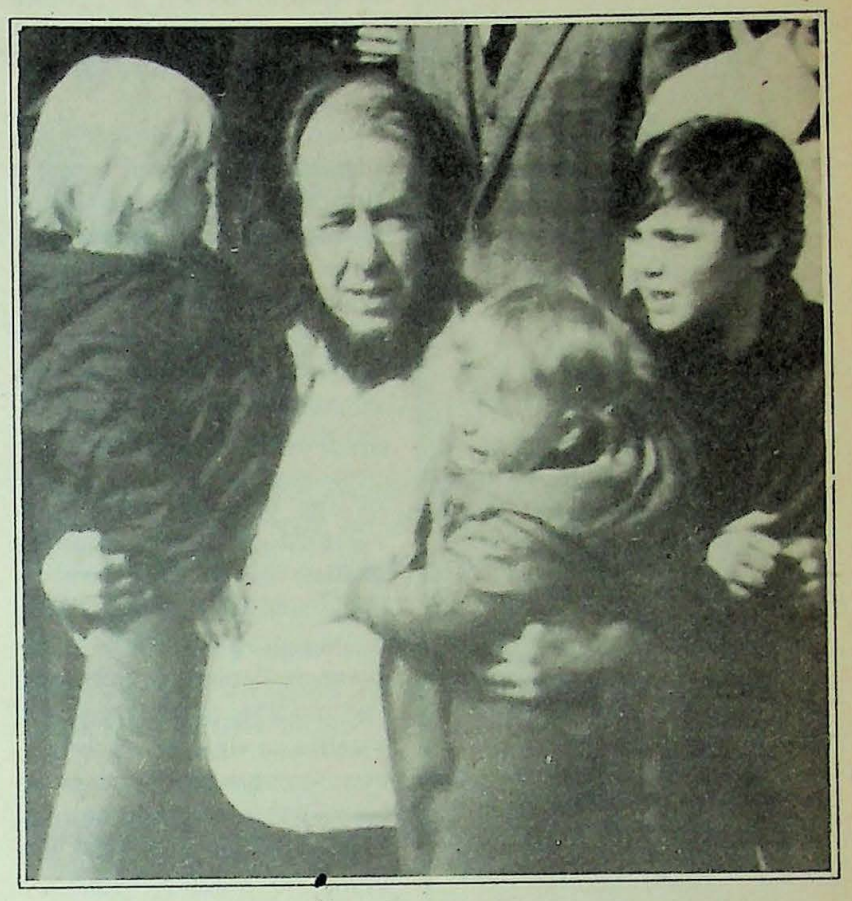
(1) « Guides bleus, guides verts et lunettes roses ». Bernard Lerivray (coll. « Attention » - Le Cerf).



A propos du livre d'A. Glucksmann

Goulag, marxisme et populisme

La rupture révolutionnaire et la naissance d'un pouvoir populaire au Portugal, la mort lente de Franco et la montée des luttes ouvrières en Espagne, la déroute de la Démocratie chrétienne et les progrès du PCI en Italie, Lip et les 49 % de la gauche unie en France : sept ans après mai, dans toute l'Europe du sud, l'espoir révolutionnaire se lève à nouveau, gagne en crédibilité et commence à trouver à Lisbonne les voies de sa concrétisation. Mais plus les échéances se rapprochent, plus s'impose aussi, pour l'ensemble du mouvement ouvrier et dans le cadre de la construction de son unité face à la bourgeoisie, l'actualité d'un débat, à la fois théorique et pratique, sur ce que nous nommons encore, faute d'un autre mot, le stalinisme. Si le mot fait question, la réalité qu'il recouvre est, elle, bien connue. Bref, quel projet révolutionnaire avancer qui ne débouche plus, dans les faits, sur le Goulag et l'instauration d'un capitalisme d'Etat semblable à celui que subissent les peuples baillonnés de Russie et d'Europe de l'Est ?



Avec son dernier livre, André Glucksmann, l'un des rescapés de toutes les aventures de la Gauche prolétarienne, et qui avait déjà publié avant mai 68 un remarquable **Discours de la guerre** (l'Herne, 1967, réédité en Collection 10 - 18 en 1974), et après mai 68, un petit livre de bilan, **stratégie et révolution : 1968 en France** (Christian Bourgois, 1968), intervient aujourd'hui à sa façon dans le débat. Intervention véhémente que nous croyons, en dépit de ses excès (?), salutaire.

La cuisinière et le mangeur d'hommes (Seuil, collection Combats), voilà un livre féroce, critique impitoyable d'une réalité — le Goulag, l'URSS d'hier et d'aujourd'hui — qui l'est elle-même, un livre féroce aussi sur nous-mêmes et nos tics, un livre irritant, désespérant qui ne manquera pas de déranger, une fois de plus, toutes les bonnes consciences du marxisme militant et universitaire. Aux marxistes-léninistes de tout poil, Glucksmann crache leurs quatre vérités, non sans quelque complaisance il est vrai pour le rôle de trouble-fête, de provocateur qu'il s'attribue.

Le livre ne prétend pas nous livrer une nouvelle analyse scientifique du phénomène stalinien ; il se veut livre d'humeur, essai, pamphlet, gigantesque collage de textes qui nous viennent de l'Est (Soljénitsyne bien sûr, mais aussi Amalrik, Berger, Boukovsky, Phalamov, Kravchenko, Mandelstam, Martchenko, Medvedev, Tchoukovskaia...). C'est un formidable pot-pourri, fait de bric et de broc, où se mêlent et s'interchoquent histoire de l'URSS et classiques du marxisme, textes littéraires (L.Carrol, Kafka, G. Owell, Montaigne, La Boétie...) et textes philosophiques (Platon, Hegel, Nietsche...). Le tout commenté et repensé dans un style tantôt inspiré, tantôt familier, libre en tout cas de tout jargon militant. Bref, à la fois une œuvre d'art et un jeu de massacre.

Le siècle des camps

Le point de départ de Glucksmann est simple, et de plus irréfutable. Le XX° siècle est le siècle des camps de concentration. Inventés par les Anglais lors de la guerre des Boxers, les camps, depuis, prolifèrent : des réquisitions massives d'étrangers lors de la première guerre mondiale, aux camps du colonialisme et de l'impérialisme (dernier exemple : au Vietnam, Poulo-Condor), des camps nazis aux camps soviétiques et aux camps chiliens.

Or, pour Glucksmann, nazi ou soviétique, un camp est un camp et les camps ne tombent pas du ciel. Les camps sont révélateurs de la société qui les couve. D'où le but de la démarche : contribuer à une enquête sur l'origine des camps de concentration et tout particulièrement des camps soviétiques. Car, qu'on le veuille ou non, la kolyma ne peut pas ne pas constituer, d'une certaine façon, un point de vue sur le marxisme.

Tel est le sens du titre du livre : la cuisinière, dont Lénine nous dit qu'elle apprendra, en régime socialiste, à gérer, à gouverner l'Etat, c'est le symbole du marxisme comme théorie. Le mangeur d'hommes, qualificatif attribué à Staline par le poète Mandestam, et qui lui vaudra et les camps et la mort, c'est le symbole de la réalité du « socialisme » soviétique, le symbole du socialisme des camps. Du marxisme aux camps soviétiques, y a-t-il un rapport ?

La faute à Marx ?

Et si oui, quel est-il ? Pourquoi ce fossé d'incompréhension qui nous sépare, nous marxistes occidentés, des rescapés des camps, des contestataires d'Europe de l'Est ?

Le Goulag, c'est la faute à Marx et au marxisme, voilà, semble-t-il, ce que certains journaux, tels le **Nouvel Observateur** et le **Quotidien de Paris,** les mêmes qui crient à la dictature dès qu'il s'agit en France ou au Portugal de mobilisation et de pouvoir populaire, ont compris au livre de Glucksmann.

Le peuple, Glucksmann le veut debout, face à l'oppression : nos sociaux-démocrates traduisent : peuple assis dans l'isoloir, devant l'usine. Là où Glucksmann critique un certain crétinisme théorique, ces derniers comprennent aussitôt : réhabilitation du bon vieux crétinisme parlementaire. Que Glucksmann mette l'un et l'autre sur le même plan, peu leur importe. Dans ce livre, ils ne lisent que ce qui sert leurs intérêts du moment. Ah ! Que ne feraient-ils pas pour ce brave Mario Soares !

Glucksmann n'est, il est vrai, pas tendre pour « le » marxisme. « **Langage des maîtres** », celui-ci serait, à l'entendre, « **antiplébéien** » par essence. Machiavélisme moderne, « **science universelle du Guidage des Peuples** », le marxisme serait tombé en adoration devant l'Etat moderne et jacobin, cette nouvelle idole, ce « **plus froid des monstres froids** » (Nietsche). Inculqué « **de l'extérieur** » aux ouvriers (thèse de Lénine dans **Que faire ?**), le marxisme, science de l'autorité, science d'intellectuels, les ferait d'abord taire avant de les faire avouer, une fois au pouvoir. Et travailler. Le camp de concentration, c'est d'abord, chacun le sait, un camp de « **rééducation par le travail** ». Bref, le Goulag c'est aussi le résultat d'une conception selon laquelle Paris guide la province, l'élite, la plèbe, le responsable, la base, le militant, les masses. Et qui oserait dire qu'une telle attitude n'est pas, aujourd'hui encore, spontanément majoritaire dans le mouvement ouvrier français, par exemple ?

Plus profondément, au terme d'une lecture de Soljenitsyne enrichie de toutes les découvertes de Michel Foucault sur les origines de notre civilisation occidentale bourgeoise, Glucksmann croit voir dans le marxisme et la Russie stalinienne l'aboutissement, la répétition caricaturale et amplifiante de toute l'histoire de l'Occident, conçue comme histoire de l'oppression de la « plèbe » par une « élite » : la civilisation grecque (le platonisme) avait ses esclaves, la Raison classique décrite par Foucault ses « enfermés » (un Parisien sur cent enfermé en quelques mois au XVII° siècle), le marxisme aura ses camps (cinq Soviétiques sur cent internés et déportés en 1932). L'Union Soviétique, loin d'être le pays des merveilles du socialisme, loin d'être l'envers de la société bourgeoise, n'en est que le prolongement, ou, si l'on veut, le miroir grossissant. De l'Archipel du Goulag considéré comme « **pointe avancée de l'Occident** »... (à suivre)

Guy PERRIN ■

L'ETE DES BIDASSES

le psu et les luttes des appelés

Le soutien que le PSU a apporté à l'un de ses militants, Bernard Rémy, les compte-rendus diffusés dans Tribune Socialiste **de procès d'insoumis devant le TPFA, ne doivent nullement faire oublier les positions du PSU sur l'armée. S'il combat pour la défense des inculpés et prisonniers militaires, insoumis, objecteurs ou autres, et pour le droit à l'objection de conscience, le PSU n'entend pas, pour sa part, développer le refus radical par rapport à l'armée, ou généraliser l'objection de conscience.**

Appareil d'Etat répressif, dernier rempart de l'Etat bourgeois, l'armée est un terrain de lutte fondamental. Fuir ce terrain de lutte ne peut en aucun être la réponse de révolutionnaires. D'autant moins que la lutte des soldats se développe : la priorité est aujourd'hui au développement des comités de soldats, embryon du futur syndicat des soldats, et à la coordination des luttes menées dans et hors les casernes.

C'est dans cette perspective de lutte que le PSU rappelle à l'ensemble de ses militants sa position : il a toujours recommandé à ses militants d'effectuer leur service militaire — il l'a rappelé à Amiens lors de son 9ème Congrès — non seulement parce que le minimum d'instruction militaire qu'on y acquiert n'est pas inutile, mais aussi parce que l'armée est un lieu important de regroupement des jeunes travailleurs, qu'elle est en outre devenue un lieu de luttes importantes et d'affrontement ouvert avec l'appareil d'Etat, et que nous devons être présents sur ces fronts.

LE BUREAU NATIONAL DU PSU ■

La carotte et le bâton

Le « malaise » qui persiste dans l'armée et l'existence de nombreux comités de soldats ont obligé le gouvernement à prendre récemment une série de mesures « poudre aux yeux » :

— un règlement de discipline générale conservant son axe principal : une discipline stricte mais comportant quelques « changements » (suppression de l'appel du soir, une coupe de cheveux moins courte, un certificat de service militaire et non plus un certificat de bonne conduite) ;

— une pseudo participation est instituée. Des expériences avaient été tentées dans ce sens: ainsi lors de la visite de la délégation CFDT à la caserne de Tübingen, ce type de commission existait pour le « cadre de vie », la « bouffe », etc... Cependant ce type de commission n'empêchait pas l'existence et l'activité de comités de soldats beaucoup plus aptes à formuler les revendications.

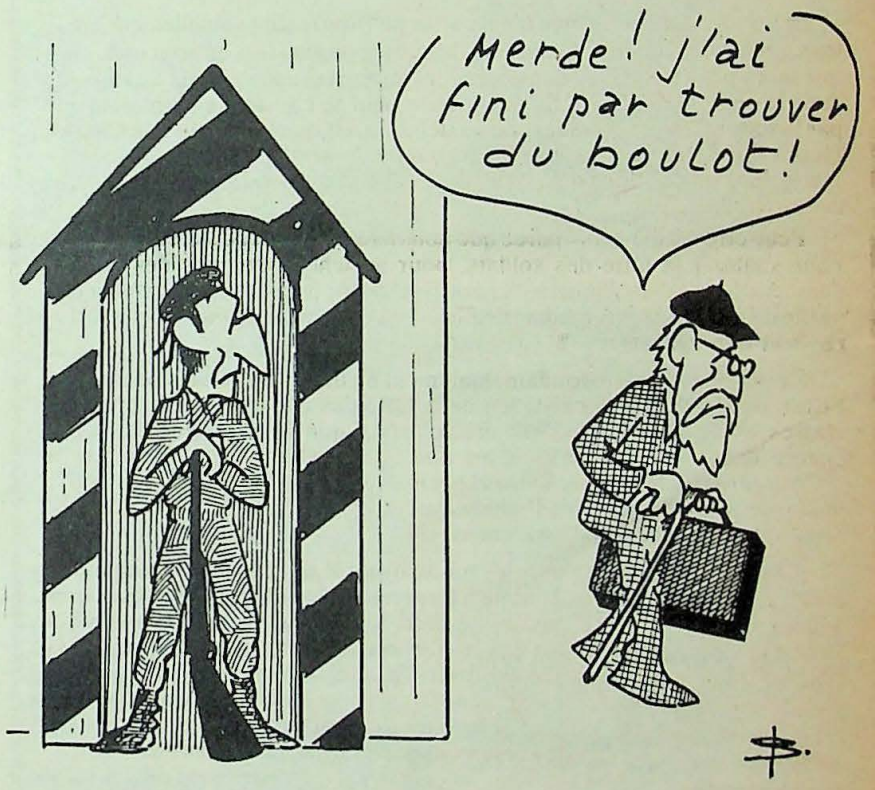
Pour le reste, c'est toujours le refus d'accorder le droit d'organisation syndicale et politique ; c'est la poursuite de la répression. La hiérarchie militaire a hésité pendant quelques mois sur son attitude vis-à-vis des initiatives des organisations syndicales. Ainsi, le général de brigade de Tübingen a accepté de discuter avec une délégation CFDT des revendications locales. Depuis l'initiative a été désavouée par le Ministère. Il faut dire qu'elle avait fait du bruit. Un nouveau numéro du journal *GV m'facher* avait d'ailleurs été diffusé à la caserne avec un article rédigé par la délégation CFDT. Les « taulards » ont vu des améliorations dans leurs conditions de détention.

L'armée cherche maintenant par tous les moyens à démanteler les comités de soldats. Ainsi à Marseille, trois appelés sont au « trou » et vont passer devant le tribunal militaire pour distribution de tracts dans la caserne ; à Tübingen, l'enquête suit son cours pour savoir qui fait partie du comité de soldat.

L'idée est assez avancée dans les casernes parmi les soldats pour que le pouvoir, via Bourges, commence à s'attaquer au principe du syndicat de soldats. Pourtant ce ne sont pas la commission Armée-Jeunesse ou les commissions bidon dans les casernes qui résoudront les problèmes posés par les soldats. Ce n'est pas l'arbitraire des tribunaux militaires qui peut permettre au pouvoir de se donner une image libérale. La réalité des comités de soldats unitaires et uniques jette déjà les bases d'un vaste mouvement de masse en liaison avec les organisations syndicales capables de porter et faire avancer les revendications des soldats :

— dissolution des tribunaux militaires ;
— droit syndical et droits politiques dans la caserne ;
— réduction du service militaire ;
— gratuité des transports, etc...

D. LESUD ■



TÜBINGEN : l'adieu au colonel...

De source officieuse, nous apprenons que le lieutenant-colonel Pichot, commandant le 5e régiment de dragons de Tübingen, a été relevé de ses fonctions à la suite de l'accueil de la délégation CFDT lors de l'opération « portes ouvertes » du 29 juin dernier.

Deux point doivent être rappelés :

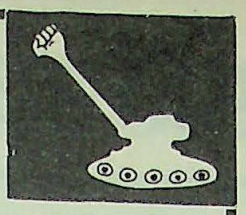
1) présence du colonel adjudant du Général de Brigade Sciard pendant la visite, donc responsabilité de la brigade et pas seulement du régiment ;

2) s'il y a eu décision individuelle du chef de corps, ce n'est en aucun cas une preuve de libéralisme, mais la sanction d'un rapport de force déterminé par l'action des comités de soldats des civils allemands et de la CFDT.

Une information rapide de la presse devrait pouvoir entraîner une prise de position publique de la hiérarchie.

CFDT - PTT 93 - UL Sevran Noisy-le-Sec ■

l'armée selon
charles Hernu (PS) :



« surtout pas de mfa en France... »

Certaines déclarations de Charles Hernu, à l'occasion de la réunion de soldats du PS du 19 juillet à Cachan, hormis celles qui ont trait à la suppression des juridictions militaires, sont plutôt consternantes : « **Le service militaire est d'abord un service pour la défense du pays** » a-t-il notamment dit. Depuis 1968, la mission essentielle de l'armée est de défendre le pays contre l'ennemi intérieur, c'est à dire contre l'ensemble des travailleurs. Charles Hernu l'ignore-t-il ?

« **Le service militaire,** dit-il encore, **n'est pas une obligation qui permettrait à la droite d'avoir une troupe de police répressive à sa disposition ou, demain, à la gauche au pouvoir, une sorte de MFA** ». Mais l'armée et la police sont des appareils répressifs de l'Etat bourgeois ; ce n'est pas le service militaire qui leur confère cette fonction ! Et jusqu'à plus ample informé, c'est le MFA qui a libéré le Portugal du fascisme et sorti M. Mario Soares de son exil universitaire.

Pour le syndicat dans l'armée Charles Hernu affirme : « **Ne brûlons pas les étapes, ne plaquons pas une structure qui n'est pas pour l'instant adaptée à la réalité** ». Et pour les comités de soldats, il s'agit « **d'organiser au maximum des comités de soldats dont le fonctionnement sera démocratique, et qui sauront se démarquer des comités antimilitaristes, clandestins et minoritaires** ». Mais alors, pourquoi ne pas ajouter que « **demain, on rasera gratis** » ?

Si les comités de soldats sont actuellement clandestins et minoritaires, c'est que c'est leur seule possibilité d'exister. Charles Hernu a besoin d'apprendre à connaître les véritables conditions de fonctionnement de l'armée, de vie des soldats...

Le syndicat dans l'armée n'est certes pas une réalité actuellement, mais les comités de soldats en sont une, les luttes des soldats en sont une, ainsi que leurs manifestations dans la rue, et leur présence avec les travailleurs dans le défilé du 1er mai. Si un syndicat peut se construire autrement que par la lutte, difficile, clandestine au début, c'est que la lecture que Charles Hernu fait de toute l'histoire du mouvement ouvrier n'est pas la nôtre . Nous nous en doutions déjà ! De plus, en Hollande, le syndicat de soldats est une réalité...

Peut-être d'ailleurs — parce que nous avons contribué à créer I D S — pour soutenir la lutte des soldats, pour arracher l'exercice des libertés démocratiques dans l'armée et pour construire un syndicat, faisons-nous partie de ceux qui « **prétendent être organisés, avec des mots d'ordre aventuristes et irresponsables** » ?

Ce qui nous oppose fondamentalement en définitive, c'est l'analyse de l'Etat, de l'armée, et l'existence de la lutte des classes : que la lutte des classes est le moteur de l'histoire, c'est ce que Charles Hernu n'a pas encore découvert, même si, dans une interview donnée à l'issue de la « Convention des appelés », il a rappelé avec beaucoup d'à propos que le maintien de la France dans l'alliance atlantique permettra de lutter efficacement contre l'impérialisme américain...

Il serait étonnant que tous les militants du P S. appelés adhèrent à ces prises de position ; à eux comme à l'ensemble des militants se posent ces questions : quelle autre possibilité dans les casernes que l'isolement et l'obéissance à la hiérarchie d'une part, et d'autre part le regroupement et la lutte pour imposer l'exercice des droits démocratiques dans l'armée, pour y introduire les débats et les luttes des travailleurs ? Quelle autre structure permanente de regroupement et de coordination des luttes que celle d'un syndicat de soldats ? Quelle analyse, et quelle stratégie sur l'armée enfin ?

Geneviève PETIOT ■

vient de paraitre

PSU Documentation

Edité par le Service formation du P.S.U.

N°94/95
Juillet
1975
Prix: 4F

militer contre le militarisme

des voyages différents, avec *Découverte et culture... loisirs !*

Créée en 1968, fille de mai et du PSU, DCL est une association de masse régie par la loi de 1901. Elle ne « vend » pas des voyages, elle se propose d'élaborer des séjours équilibrant la détente et les rencontres militantes. L'association ne vit que par ses adhérents. Ceux-ci assurent l'animation des voyages et des séjours à tous les stades : préparation, déroulement, popularisation ultérieure.

« DECOUVERTE ET CULTURE, Loisirs » tente de traduire la volonté croissante des travailleurs et des jeunes de vivre collectivement et activement leurs vacances. Elle s'efforce de promouvoir dans les faits un modèle de loisirs « engagés » qui puisse, éventuellement, déboucher sur un engagement militant plus large.

Libres de leur appartenance politique, les adhérents s'engagent cependant à respecter les principes et à promouvoir les objectifs adoptés en assemblée générale D C L entend donner à ses adhérents l'occasion de découvrir sur le terrain les aspects multiples que revêt la lutte des classes dans le monde : tentatives historiques de transition au socialisme, luttes anti-capitalistes du mouvement ouvrier européen ou nord-américain, combats anti impérialistes ou anti colonialistes dans les continents africains et latino-américains... autant de réalités que « DECOUVERTE ET CULTUTRE, Loisirs » fait vivre à ses adhérents, propose à la réflexion et à la discussion collective.

DCL a déjà proposé de multiples destinations pour ses voyages : Algérie, Pérou, Portugal, Grèce, Chypre, Palestine, Albanie, Suède, Mexique, etc... voyages organisés ou voyages en autogestion. Depuis 1968, il y a eu de multiples expériences ; voyages réussis, voyages ratés... C'est cela aussi le lot de DCL : un voyage militant ou proposant autre chose qu'hôtel et transports, comporte des difficultés mais aussi des satisfactions inhabituelles. C'est ce que nous invitons à découvrir cet été. Bien sûr, à la fin du mois de juillet, la plupart des voyages proposés sont ou partis ou complets. Toutefois, DCL propose encore quelques destinations à des dates bien précises :

- **PORTUGAL : en septembre 7 / 9 au 25 / 9**
- **CEVENNES : un mas en autogestion 1 / 9 au 15 / 9**
- **SUEDE : 2 / 8 au 24 / 8**
- **ALBANIE : séjours de quinze jours, départs 11 / 8, 25 / 8, 1 / 9.**

la campagne anti nucléaire de l'été :

un Larzac à Braud et Saint Louis

« **Dans chaque site nucléaire, il y aura un nouveau Larzac.** » Cette phrase du PSU semble se concrétiser cet été : le traditionnel rassemblement sur le Causse est remplacé par des manifestations aux quatre coins du pays, particulièrement là où le pouvoir envisage de construire des centrales nucléaires.

Le collectif de coordination des groupes anti nucléaires, en liaison avec les comités Larzac, organise les 16 et 17 août à Braud St Louis, sur le site envisagé pour la centrale, un rassemblement dans le style des manifestations du Larzac de 1973 et 1974. Ce rassemblement se veut joyeux et vivant (d'où la partie fête du samedi 16 au soir) tout en étant une protestation active contre le programme nucléaire qu'on cherche à nous imposer.

Tous ceux qui ne peuvent « avaler » la pilule nucléaire et ses sous-produits — pollutions, détérioration du cadre de vie, état policier hypercentralisé, répression,... doivent être présents à Braud et Saint Louis les 16 et 17 août 1975.

Les affiches et tracts du rassemblement seront envoyés gratuitement à tous ceux qui voudraient coller et diffuser. Commandez-les à : COMITE CONTRE LE DANGER NUCLEAIRE (Presqu'île d'Arvert. Marennes-Oléron) 17750 - ETAULES. A cette même adresse vous pourrez indiquer le nombre de personnes qui pourraient venir aider à la préparation ou au déroulement de la manifestation des 16 et 17 août.

Avec les paysans de Braud contre la répression policière

Malgré l'absence de décret d'utilité publique,E D F vient de commencer en toute impunité les travaux préliminaires de la Centrale Nucléaire de Braud-st-Louis.

La S.A.F.E.R., agent immobilier au service du capital,détourne la terre des agriculteurs au profit d'E.D.F.

Conscients des dangers représentés par la construction d'une Centrale nucléaire et excédés par les embarras divers que leur impose le démarrage des travaux (par exemple difficulté de circulation et d'accès aux prairies des tracteurs et du bétail), les agriculteurs se sont opposés au déroulement des travaux. Ils sont l'objet d'une répression constante. Il faut les soutenir(...).

Les signataires :

Collectif des Comités antinucléaires ; Fédération du P.S. de Gironde et Charente-Maritime, et section St Ciers ; Radicaux de Gauche de Gironde ; Fédérations du P.S.U. de Gironde et des Charentes ; L.C.R. Bordeaux ; Paysans travailleurs ; Libre Pensée ; Association girondine des travailleurs espérantistes ; Ecole Emancipée ; Groupe de recherche et d'action non violente.

Le Verdon (Gironde) :

Un « super Fos » à la sauce chimique et nucléaire

En juillet, une enquête d'utilité publique a été ouverte sur l'aménagement de la première tranche de la zone portuaire et industrielle du Verdon (en face de Royan à l'entrée de la Gironde). Le projet entier prévoit dix mille hectares aménagés. Présenté sous des dehors tranquillisants, le projet mis à l'enquête cache l'installation d'une centrale nucléaire de 10 000 MWE, d'usines pétrochimiques, de chlore (la Dow Chemical célèbre firme américaine qui a fabriqué des défoliants employés au Viet-Nam, est sollicitée pour cette usine), d'oxyde de titane et d'une usine d'enrichissements d'uranium. Bref un « super Fos » à la sauce chimique et nucléaire...

L'enquête d'utilité publique se déroule selon un rite archaïque et dérisoire dont le seul but est de mystifier les populations. Les belles promesses du début de l'année sur l'urgence d'une réforme de ces procédures se sont perdues dans les oubliettes de la « société libérale avancée »... ■

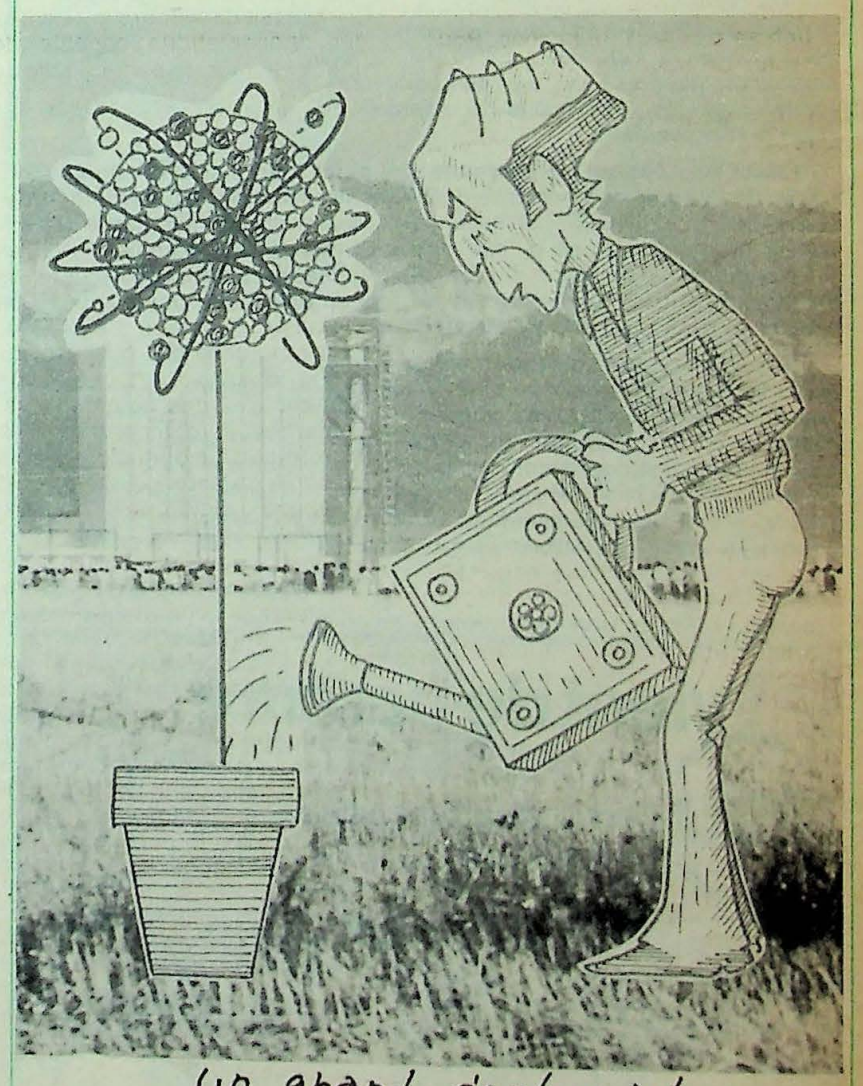
camping gratuit et actif...

Sans même prendre soin de respecter ses propres lois (le décret d'utilité publique n'est pas encore publié) le gouvernement commence les travaux de construction de la Centrale Nucléaire : après la tour météo, l'élargissement de la route d'accès et des terrassements sur le site sont en cours.

Des actions sur le terrain ont réussi à paralyser le chantier plusieurs fois de suite notamment les 25, 26 et 27 juin. Le 9 juillet à l'appel des Jeunes Agriculteurs, 200 personnes et 40 tracteurs ont bloqué le chantier. A la fin de la manifestation les C.R.S. ont chargé en matraquant et tirant des grenades lacrymogènes.

Nous avons besoin d'aide à Braud et Saint Louis, car seul un rapport de forces favorable empêchera la construction de la centrale nucléaire. Depuis le début juillet, un camping antinucléaire gratuit et actif fonctionne sur le site. Venez y planter votre tente. Votre aide sera précieuse pour les paysans de Braud et pour les comités antinucléaires.

Pour tout renseignement, venez au camping à Braud et Saint Louis (sur le marais au bord de la Gironde, au lieu dit le Bastion). Vous pouvez aussi écrire à : COMITE CONTRE LE DANGER NUCLEAIRE (Presqu'île d'Arvert. Marennes-Oléron) 17750 - ETAULES.



l'été chaud du Portugal :

les chances d'une révolution

de notre envoyé spécial Jean PATERNAT

Au Portugal, les événements se sont dangereusement accélérés au cours de ces derniers jours. Les rassemblements socialistes à Porto, puis à Lisbonne, les attaques des sièges du PCP dans le nord du pays démontrent que les différentes oppositions à l'actuelle orientation du MFA ont l'intention de passer à l'offensive, et d'aller vite et loin. Mais comment définir ces oppositions contradictoires dont l'essentiel se rassemble sous la bannière du parti socialiste ?

Pour essayer de comprendre comment le MFA a vu sa popularité décroître en un peu plus d'un an dans une forte proportion, il faut se rappeler un certain nombre de données fondamentales de l'économie et de la sociologie portugaise. Depuis le 25 avril 1935, le Portugal perd en moyenne cent millions d'escudos par jour (1 escudo = 18 centimes), et court à la banqueroute. Le blocus économique qu'il subit depuis cette date lui a fait perdre de nombreux débouchés pour l'écoulement du porto et du poisson, qui sont à la base de ses exportations. D'autre part, le Portugal doit importer la moitié de ses produits alimentaires. Au même moment, les rentrées de devises que lui procuraient le tourisme et son émigration se trouvent menacées. Pour tenter de résoudre la crise économique qui s'aggrave de jour en jour, il faudrait prendre des mesures d'austérité et ne pas hésiter à frapper la petite et moyenne bourgeoisie.

Démocratie et démagogie

Or, ces couches sont nombreuses au Portugal. Le fascisme a laissé se développer une véritable classe parasitaire, habituée à trouver des emplois assez bien payés, mais souvent improductifs. Ces privilégiés de l'ancien régime envahissent toujours les administrations et les entreprises désormais nationalisées. Il ne faut pas oublier d'autre part qu'il existe une assez forte aristocratie ouvrière, qui touche (comme à la Lisnave) une moyenne de 9 500 escudos de salaire. L'aggravation de la crise économique renforcée par le blocus, marquée par le déficit croissant de la balance commerciale, l'augmentation du chômage (environ 300 000) : tout cela a provoqué l'inquiétude dans des couches importantes de la population, surtout de la petite bourgeoisie urbaine et rurale et même de certaines fractions ouvrières. L'incapacité du gouvernement de coalition regroupant PPD, PS, MDP et PCP à prendre les mesures nécessaires a provoqué un sentiment de défiance qui atteint aussi le MFA. Les partis se sont alors brutalement divisés sur la réponse à donner à la crise.

Evidemment, c'est le PS qui a su tirer le maximum de profit de la crise. Mario Soares, l'ex-champion de la démocratie avant le 25 avril, est devenu le roi de la démagogie au cours des dernières élections. N'ayant aucun moyen de contrecarrer politiquement le PCP, faute d'un appui suffisant dans l'armée et d'un potentiel militant capable, il s'est fait le leader de la liberté, le défenseur des 6 000 escudos de salaire minimum et le commis-voyageur des intérêts portugais en Europe. Dans cette tactique, il a été aidé par les erreurs de ses adversaires. Le départ de Manuel Serra du PS, en décembre 1974, a bloqué pendant un certain temps toute possibilité de voir naître dans le PS une alternative de gauche crédible et a fait disparaître le seul leader charismatique capable de contrebalancer la personnalité de Soares au sein de ce parti. Cependant la défection probable de certains socialistes prêts à participer à un « gouvernement Goncalves » malgré l'interdit de Soares, montre qu'une partie des militants du PS portugais mettent en cause l'orientation droitière de leur direction. Depuis, le Front Socialiste Populaire s'est beaucoup rapproché des positions du PCP ; d'autre part, l'attitude ultra-sectaire des communistes, en particulier dans les moyens d'information, a donné des armes précieuses à ceux qui dénoncent la volonté dictatoriale d'Alvaro Cunhal.

Dans ce contexte, les propositions de Mario Soares de modifier l'orientation économique en direction du Marché Commun, l'appel à un nouveau « plan Marshall », son exigence de réduire l'influence communiste au « pourboire de 12% » obtenu aux dernières élections, rencontrent un large écho dans l'opinion. Allant plus loin dans l'audace, il s'en est pris à la personnalité de Vasco Goncalves, accusé d'être l'homme du PCP au Conseil supérieur de la révolution, et qui, — par sa position d'arbitre au sein du MFA entre la droite et l'extrême gauche — est devenu pour les socialistes l'ennemi n° 1. Mais précisément, le MFA peut-il céder à de telles exigences ?

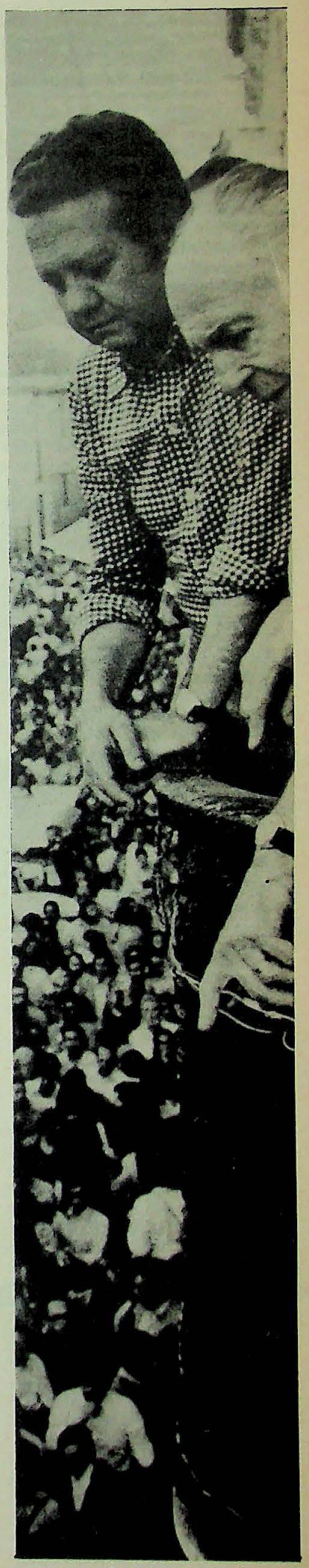
En réalité, la logique dans laquelle est entré le MFA est toute autre. Les militaires portugais n'ont pas fait leur éducation politique au contact de François Mitterrand ou de Willy Brandt, mais d'Amilcar Cabral, de Samora Matchel et d'Agostino Neto, quelque part entre Bissau, Lourenço Marques et Luanda. Au « socialisme dans la liberté » dont parle Mario Soares, ils répondent par la « libération nationale » qu'ont engagée dans leurs pays les grands leaders africains. Pour eux, la démocratie libérale est inapplicable dans leur pays, parce qu'une délégation de pouvoir dans un contexte d'arriération économique et idéologique entraînerait inévitablement le retour à la répression et à la dictature des notables.

Ce qu'ils proposent est une fusion entre l'armée libératrice et le peuple organisé par quartiers, par entreprise, par village, pour promouvoir une organisation décentralisée de l'économie et de la politique et rompre ainsi avec les structures verticales autoritaires léguées par cinquante ans de fascisme. Les exemples de la caserne de Pontinha et de la commission paysanne de Bragança ont été cités à l'appui de cette orientation, lors de la dernière assemblée générale du MFA : on y a écarté le projet visant à défendre une révolution qui n'a pas encore été faite, ou à institutionnaliser des soviets qui ne représentent presque personne, pour garantir la légitimité des commissions de travailleurs, d'habitants et d'unités militaires qui peuvent, par leur regroupement, imposer un contrôle politique des travailleurs sur la vie politique et économique du pays. Seules les assemblées de base ont été institutionnalisées et non celles de district ou de région, car il s'agit d'un processus à long terme à peine engagé.

Une offensive générale

Mais l'orientation est désormais tracée et devrait aboutir à la transformation radicale des partis politiques, de l'armée et finalement de l'ensemble de la société. L'acceptation d'un tel projet a été rendue possible par l'alliance nouvelle entre le centre, la gauche et l'extrême gauche du MFA, qui est survenue à la suite de l'offensive extrêmement violente des socialistes pour éliminer le général Vasco Goncalves, et de la mobilisation générale du PCP le 4 juillet pour le soutenir. La démission du PS du gouvernement, les rassemblements socialistes qui ont suivi, les pourparlers difficiles pour la formation du nouveau gouvernement, les violences anticommunistes qui se généralisent, tout cela crée un climat propice à un vaste mouvement contrerévolutionnaire qui n'a jamais été aussi profond.

De nouveaux symptômes sont venus ajouter à l'inquiétude de ces derniers jours.



Une manifestation des partisans de Mario Soares à Lisbonne : à bonne hauteur...

Il y a d'abord la pression impérialiste. L'ambassadeur US Frank Carlucci est revenu ces jours-ci de Washington via Madrid. Au même moment, le directeur du service étranger du **New York Times**, M. Cyrus Sulzberger, qui avait recommandé une intervention américaine au Chili en 1970, et dont on connaît les liens étroits avec la Présidence des USA et la CIA, vient de demander — dans un éditorial de son journal — que le gouvernement américain profite de la situation actuelle pour en finir avec l'expérience portugaise.

Dans le même temps, le général d'aviation Galvao de Melo a réuni à Lisbonne les journalistes français pour traiter publiquement les généraux Costa Gomes et Vasco Gonçalves « d'imbéciles », attribuer au Président de la République le qualificatif de « judas » et se déclarer **« prêt à se mettre au service de la démocratie »**. Or l'aviation portugaise est restée un corps extrêmement indécis face à la situation, quand on se rappelle que le général Galvao de Melo a eu une attitude plus qu'ambiguë le 28 septembre et le 11 mars, on peut se demander sur quelles assurances précises il se permet de faire de telles affirmations. Déjà, les petits commerçants ont été mobilisés pour un meeting annulé depuis à Cascais. L'offensive est désormais ouverte et générale. Alors que toutes les assemblées sont désormais institutionnalisées, même quand elles se concurrencent et se combattent mutuellement (assemblée du MFA, Constituante, assemblées de travailleurs, d'habitants, d'unités, etc...), il n'y a plus de légitimité reconnue et toutes les conditions d'un affrontement semblent réunies.

Le paradoxe portugais

Ce qui rend la situation du Portugal particulièrement complexe, c'est que les plus grandes puissances mondiales, de Washington à Moscou, en passant par Paris et Berlin, interviennent massivement et par tous les moyens dans un des plus petits pays d'Europe. Nul n'a intérêt à voir se développer une formule originale de socialisme qui pourrait en faire le pays le plus libre du monde, et où le développement économique servirait enfin le bonheur des hommes. Les partis politiques ne renonceront-ils donc pas à leurs intérêts partisans et aux pressions extérieures ? Le MFA, « **force supra partidaire, libératrice et patriotique** », comme dit Cesar Oliveiro, n'aura-t-il fait qu'ouvrir un rapide rêve de bonheur et de liberté entre une dictature oubliée par le monde et une nouvelle dictature cette fois-ci universellement désirée et déclenchée par tous les défenseurs de l'ordre établi ?

Jean PATERNAT ■

Un document traduit intégralement pour TS :

le « guide » du MFA

TS publie dans son intégralité le « document-guide » adopté par l'assemblée générale du MFA portugais le 8 juillet dernier. L'AG du MFA avait chargé le Conseil de la Révolution de promulguer d'urgence cette législation révolutionnaire qui reconnaît dès maintenant les organisations unitaires de base et l'appui que le MFA devra leur accorder pour leur implantation, leur dynamisation et leur développement...

Texte-guide concernant l'institutionnalisation de l'alliance du Mouvement des forces armées et des masses populaires, approuvé lors de la dernière assemblée des délégués du MFA et diffusé au matin de la journée du 9 juillet 1975.

INTRODUCTION :

L'alliance du peuple et du MFA a eu une réalité constante dans le processus révolutionnaire jusqu'au moment présent. L'action libératrice du 25 avril, continuée par tout un ensemble d'attitudes du MFA et des partis politiques progressistes, par les mesures de caractère politique et économique mises en pratique, a permis de maintenir un niveau suffisant de cohésion entre le peuple et le MFA.

Cependant, le maintien et la consolidation de l'alliance du peuple et du MFA, passe dans une première analyse, par la satisfaction des aspirations plus profondes des classes exploitées. Sous cet aspect, il est urgent de poursuivre l'œuvre commencée le 25 avril 1974. C'est dans le cadre d'une révolution culturelle, dans l'application des potentialités militaires et civiles, dans les domaines techniques, humains et matériels, qu'on mobilisera d'une manière décisive le peuple pour la révolution.

La pratique commence d'ailleurs à confirmer cette analyse par ailleurs évidente. Cette prémice sine qua non de consolidation de l'alliance, réside dans le développement et la création des conditions pour que le binôme moteur du processus révolutionnaire portugais se maintienne et se consolide. D'un autre côté, et afin de mobiliser le peuple pour la révolution, il est nécessaire que les masses travailleuses soient assurées par des conditions de participation active, ce qui passe par des formes d'organisation populaire, dans une pratique démocratique, indépendante et unitaire.

Il est nécessaire d'utiliser concrètement cette réalité fondamentale — l'alliance du peuple et du MFA — en la stimulant, en l'appuyant pour la défense et la dynamisation de la révolution en cours. La défense et la dynamisation de la révolution, dans la phase actuelle, passent par la réalisation des tâches suivantes ;

a) Encourager la participation révolutionnaire des masses, c'est-à-dire créer et développer des groupements unitaires dans une perspective d'implantation des véritables organes de pouvoir populaire.

b) Défendre la révolution contre les attaques des forces réactionnaires à travers une conscientisation profonde des exigences du processus et la création des organismes de défense.

c) Gagner la bataille de l'économie. Tant que la production n'est pas suffisante pour les nécessités globales du pays, les masses travailleuses devront faire un grand effort. Il est fondamental cependant de gagner la bataille de l'économie en enrayant le faible développement des forces productives, en amplifiant et développant le contrôle ouvrier, en élargissant le secteur d'Etat et en cherchant l'accumulation nécessaire à notre indépendance économique.

Pour assurer la réalisation des points antérieurement indiqués, il est nécessaire de :

I. DANS LE CHAMP INTERNE

a - créer et de développer un ample secteur d'Etat qui soit le reflet de la domination sur l'économie nationale d'un Etat démocratique et non une économie privée dominée par le capital monopoliste qui paralyse le développement de la production.

b - remplacer une structure agraire qui a de profondes racines féodales par une autre qui rende possible l'expansion du progrès, objectif clairement défini par la réforme agraire dont l'application devra être scrupuleusement contrôlée par les masses travailleuses rurales organisées.

c - d'épurer l'appareil d'Etat et de le décentraliser pour en construire un nouveau, de base populaire, de manière à ce que, à travers une coordination efficace, on dynamise les potentialités des initiatives des organes populaires locaux, associées à une ample autonomie de décision et de capacités de riposte dans le domaine du pouvoir financier, ce qui mettra le produit du travail national au service effectif des masses travailleuses.

d - encourager et appuyer les formes de contrôle des moyens de production par les travailleurs.

e - définir une politique économique globale où soient insérés les secteurs prioritaires du développement.

f - définir une politique économique pour chacun de ces secteurs.

II. DANS LE CHAMP EXTERNE

a - garantir jusqu'à ses dernières conséquences la réalisation du processus de décolonisation en Afrique parce que, dans une perspective historique lucide et sans passion, l'avenir indépendant du Portugal devra s'asseoir sur une base de rapports fraternels avec nos ex-colonies dans le domaine des rapports politiques, sociaux et économiques.

b - éviter tout type d'hégémonie politique ou économique sur le processus révolutionnaire portugais ; garantir le maintien des rapports cordiaux avec tous les peuples du globe ; consolider un pouvoir économique qui garantisse l'indépendance nationale.

On ne prétend, ni ignorer les partis qui se sont consacrés à la construction du socialisme, ni militariser le peuple. On prétend créer une organisation de masse qui, à l'heure actuelle, et à l'intérieur d'une perspective correcte de la lutte des classes, rassemble unitairement les travailleurs et prend en charge les tâches concrètes de la défense de la révolution décrites antérieurement.

Nous précisons que la défense de la révolution passe par la consolidation des

conquêtes obtenues à travers l'organisation, la vigilance, le travail, la discipline et l'autorité, et avec l'avance effective de l'implantation du pouvoir des masses travailleuses. Cette organisation de masse — en promouvant par sa formation, par sa pratique, l'unité des masses travailleuses — créera les conditions pour que les partis politiques intéressés par la construction du socialisme trouvent les formes de coopération et d'entente qui mènent à l'unification de ces efforts pour une correcte consolidation de l'avant-garde politique du processus révolutionnaire.

Ces objectifs passent par la réalisation du programme d'action politique adopté par le Conseil de la révolution, par une pratique unitaire du gouvernement provisoire, par une politique de formation au service du processus révolutionnaire, et par une pratique du MFA d'exemplaire unité, d'austérité, d'autorité et de discipline. Ce dernier point entend la pratique révolutionnaire, la critique et l'autocritique au sein du MFA. Face à ce qui a été exposé, nous suggérons, dans le point suivant, la structure d'alliance peuple-MFA.

1) Explication organique

a - La structure d'alliance peuple-MFA aura trois lignes fondamentales : celle du MFA, celle du peuple, et celle gouvernementale. Dans cette phase de transition, l'appareil de l'Etat doit être épuré et progressivement remplacé en décentralisant les pouvoirs (administratifs et financiers), en permettant l'initiative locale sur le contrôle, et une progressive prise du pouvoir par les organismes populaires.

b - Les commissions d'habitants de quartiers, les commissions de travailleurs, et toute autre organisation de base populaire formeront des assemblées populaires locales de paroisses, et par zones à définir.

c - A partir de ces assemblées locales, on formera des assemblées municipales, et ainsi successivement jusqu'à l'assemblée populaire nationale.

d - La participation physique du MFA commence dans les assemblées municipales et de district par les ADU (assemblées des délégués d'unités) ; dans les assemblées régionales, ADR (assemblées de délégués de régiments), et dans l'assemblée nationale par l'assemblée du MFA. On entend ici que les ADU sont des assemblées d'unités-armée, marine, forces aériennes et forces de sécurité.

e - Le Conseil de la révolution est l'organe maximal de souveraineté nationale.

f - Les assemblées populaires sont appuyées par le MFA et tout autre organe de l'appareil d'Etat exerçant sur ceux-ci un contrôle de gestion publique dans lequel ils participent :

2) Lancement des organisations populaires

a - Dans une première phase, les ADU encourageront, grâce à des séances d'éclaircissement et de l'information, le lancement des commissions de quartiers et de travailleurs dans les lieux où elles n'existent pas encore. Dans les lieux où existent déjà des structures de cette nature, il y aura également des sessions d'éclaircissement et d'information sur les véritables objectifs du MFA. Par la suite, en contact avec ces organisations de base, on recueillera l'expérience de leurs pratiques en collectant les enseignements qui seront divulgués pour améliorer les procédures et atteindre des résultats plus corrects. Après cette appréciation par le MFA, on procèdera à la reconnaissance de ces organisations.

b - Dans une deuxième phase à court terme, on encouragera la formation des assemblées populaires, locales et municipales.

c - Dans une troisième phase à moyen terme, on encouragera la formation des assemblées populaires de district.

d - Dans une quatrième phase à long terme, on encouragera la formation des assemblées populaires régionales.

e - L'assemblée populaire nationale, organe supérieur de participation populaire, sera la dernière et la lointaine étape de cette structure.

III - NORMES STATUTAIRES

1) Généralités

L'organisation populaire proposée s'appuie fondamentalement sur les commissions de travailleurs et sur les commissions d'habitants de quartiers. Nous considérons aussi comme organismes de base, les conseils de village, les coopératives, les ligues des petits et moyens agriculteurs, les collectivités et toute autre association de base populaires. Les structures en voie de lancement sur des initiatives variées doivent se lier aux organismes de base définis — commissions d'habitants de quartier, commissions de travailleurs — lesquelles s'agrandiront afin d'absorber et de discipliner les volontés de consolidation et de garantie du processus révolutionnaire en ce qui concerne les tâches des organisations de base auxquelles se réfère le point.

En conclusion, les commissions d'habitants de quartiers et les commissions de travailleurs et les autres organisations de base prendront en charge les tâches de la défense de la révolution.

Les présentes normes statutaires respectent celles déjà existantes dans les diverses organisations, qui doivent être étendues afin d'inclure les objectifs ainsi définis :

2) Principes d'orientation de l'organisation populaire

a - Objectifs : L'objectif fondamental et ultime est de construire la société socialiste définie dans le plan d'action politique du conseil de la révolution. Comme cet objectif ne peut être atteint qu'avec l'unité, tous les niveaux de l'organisation populaire doivent et peuvent être unitaires.

Ce concept de l'unité se définit de la façon suivante :

— indépendance par rapport aux partis ;
— représentativité démocratique à partir des quartiers ou des unités de production ;
— association pour la résolution de problèmes concrets.

La meilleure garantie pour atteindre cet objectif est que le MFA, mouvement au-dessus des partis, accompagne et encourage ce processus en l'appuyant, en l'intégrant et en reconnaissant les organisations qui le justifient par leur pratique.

b - Taches des organisations de base :

Les commissions de travailleurs, les commissions d'habitants de quartiers, etc... devront, au-delà de ces fonctions spécifiques, promouvoir — en accord avec ces caractéristiques — les activités suivantes :

— travail politique à travers l'information et l'éclaicissement dans les secteurs professionnels ou les zones à forte densité de population ;

— action sociale dans les domaines de la santé et de l'assistance, culture et sport, alphabétisation, logement et urbanisation, transport, etc. ;

— action économique dans la bataille de l'économie, contrôle sur les moyens de production dans les secteurs nationalisés et privés, approvisionnement et prix, etc. ;

vigilance, par la défense des installations et zones urbaines à travers une permanence physique partout, le contrôle des entrées, la canalisation des informations vers les organes officiels compétents, etc. Dans des cas spéciaux (points stratégiques de l'économie nationale), par l'initiative du MFA et sous son contrôle, l'encadrement pourra se traduire en tâches d'autodéfense ;

— renforcement de l'alliance peuple-MFA comme activité toujours présente de ces organisations.

c - Tâches des assemblées populaires

Les assemblées populaires ont les missions fondamentales suivantes :

— transmission jusqu'au niveau compétent de décision des aspirations, opinions et exigences des populations ;

— intervention dans la planification locale, régionale et nationale à travers des organes compétents agissant comme mandataires des populations ;

— fiscalisation et contrôle de l'activité des organes de l'administration et de leur capacité de réponse aux nécessités des populations ;

— constitution auprès des organes de pouvoir populaire locaux d'un tribunal populaire pour la résolution des problèmes non criminels ;

3) Processus de formation :

a - la direction des organisations populaires est élue en assemblées plénières, par vote à mains levées ;

b - dans les organisations de base, les membres élus sont révocables par les assemblées plénières qui les ont élus ;

c - dans les assemblées populaires, les membres élus sont révocables par les assemblées elles-mêmes ;

4) De la constitution :

a - les organisations de la base (commissions d'habitants de quartiers, commissions de travailleurs, etc) auront leur actuelle constitution amplifiée de manière à satisfaire aux tâches définies.

b - les assemblées populaires locales :

— délégués des organisations de base ;
— délégués des autarquies (1) locales ;

c - les assemblées populaires municipales :

— délégués des assemblées des délégués d'unités (ADU) ;
— délégués des APL ;
— délégués des autarquies et organes gouvernementaux ;

d - les assemblées populaires de district :

— délégués des ADU (incluant les commandants d'unités) ;
— délégués des autarquies et des organismes gouvernementaux ;
— délégués des organisations syndicales.

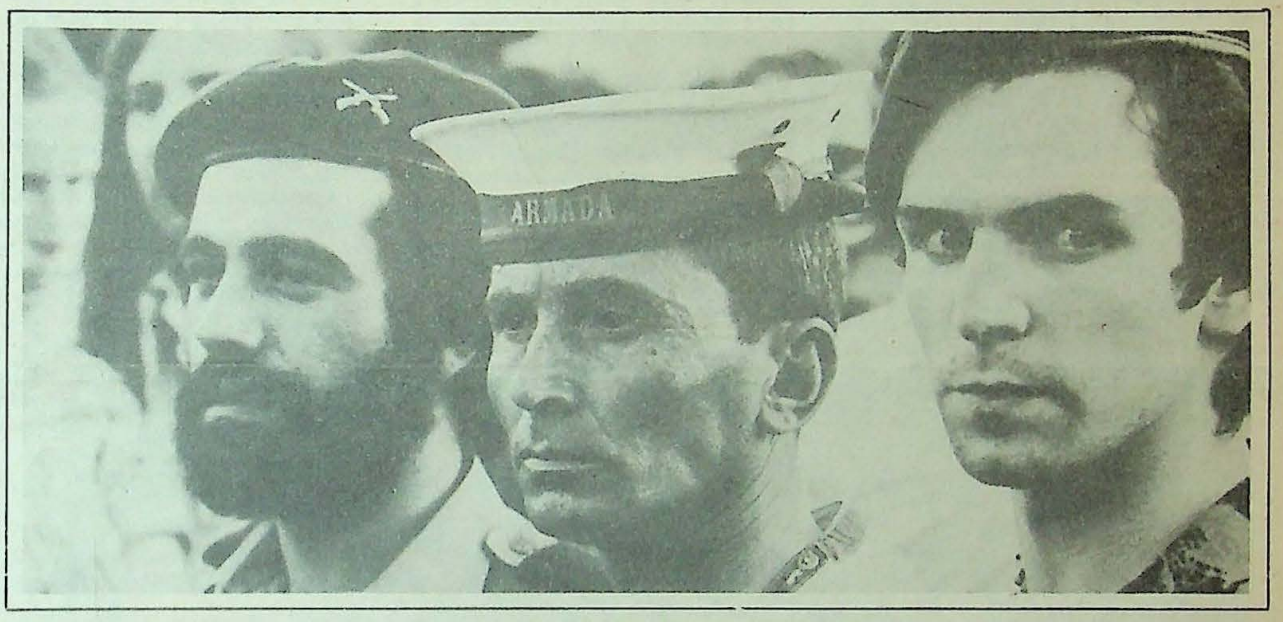
e - Les assemblées populaires régionales :

— délégués des Assemblées des délégués de régiments (ADR), qui incluent les commandants de régions militaires) :
— délégués des assemblées populaires de district (APD) ;
— délégués des autarquies et organes gouvernementaux ;
— délégués des organismes syndicaux.

f - L'assemblée populaire nationale : à définir.

5) FONCTIONNEMENT :

a - Les décisions dans toutes ces organisations seront prises par votes à main levée.



b - les représentants des autarquies locales, des organes gouvernementaux (cabinets régionaux de planification, instituts régionaux agraires, etc.) et délégués des organismes syndicaux auront droit égaux pour la présentation des propositions, votes et expressions.

c - les décisions prises en assemblée obligent toutes les structures à leur exécution.

IV - DISPOSITIONS FINALES :

1 - Les présentes normes n'ont pas un caractère rigide et leur application tiendra compte des caractéristiques spécifiques locales et des conditions déterminées par la dynamique du processus.

2 - Le présent projet doit être considéré comme un document-guide de l'action pratique des unités militaires et des organismes populaires. La structure qui correspond à l'actuel développement de l'organisation populaire va jusqu'aux assemblées populaires locales. Cette phase nécessite d'être dûment consolidée et ce sera à travers la propre dynamique du processus qu'on vérifiera la viabilité de l'avance pour des formes d'organisation supérieures. ■

(1) Autarquies : l'ensemble des notables traditionnels d'une zone.

est-ouest :

Helsinki contre le printemps de Prague ?

une interview d'Edouard Goldstücker, leader de l'opposition socialiste tchécoslovaque

Le 30 juillet se tiendra à Helsinki la réunion au sommet des dirigeants de trente-cinq pays européens (moins l'Albanie, plus les USA et le Canada). Elle préparera le sommet soviéto-américain et la conférence des PC européens. Nous avons demandé à Edouard Goldstücker, victime des procès staliniens des années cinquante, membre du Comité Central et du Présidium du PC tchécoslovaque élu le 22 août 1968, président de l'Union des Ecrivains de son pays et aujourd'hui déchu de sa citoyenneté, de présenter ici le point de vue de l'opposition socialiste tchécoslovaque.

TS : Après la publication à l'ouest de la lettre d'A. Dubcek (1) et la répression sévère qui s'ensuivit (arrestations, harcèlement de Dubcek et de sa famille, instructions de procès contre d'anciens dirigeant du PC) penses-tu qu'il y a un nouveau risque de procès à sensation ?

E.G. : Ce qui est sûr, c'est qu'il y a assez d'éléments dans la direction actuelle qui le voudraient. Certes, ni la direction soviétique ni Husak n'en veulent pour l'instant, mais le risque demeure. Il faut que les PC, dans le cadre de

ces deux conférences internationales, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition, rouvrent le dossier tchécoslovaque après sept ans d'occupation et six ans de soi-disant normalisation ; il faut qu'ils comprennent que la crise de la société tchécoslovaque, qui a été la raison des essais de démocratisation de 1968, non seulement demeure, mais s'est aggravée. Les PC doivent savoir que cela discrédite le socialisme parmi l'opinion publique dans le monde entier. L'intervention militaire et la soi-disant normalisation ne permettent pas d'en faire l'économie, elles aggravent la crise. Il faut démocratiser le pays et installer un socialisme qui corresponde au degré de développement du pays, à son histoire, à ses traditions et à la maturité de sa classe ouvrière...

TS : Il est évident que les dirigeants actuels du pays misent sur l'ordre et une certaine continuité de l'appareil d'Etat, administratif, économique et policier plutôt que sur un développement de la maturité politique et sur l'essor des idées communistes ; ne penses-tu pas que la conférence sur la sécurité européenne risque de renforcer cette approche étatiste et administrative au détriment de l'évolution politique en fixant « définitivement » les frontières des blocs.

E.G. : C'est une question difficile. Disons tout d'abord que la détente dans le monde et en Europe entre l'ouest capitaliste et l'est socialiste, sert les intérêts de tous, des communistes et des socialistes ; les intérêts de la paix. Cependant, le risque, c'est que la conférence sur la sécurité européenne débouche sur un résultat semblable à celui du congrès de Vienne de 1815, de sinistre mémoire ; une nouvelle édition de la Sainte Alliance qui veillera à ce que nulle part en Europe n'interviennent des changements politiques et sociaux. C'est un danger, mais nous savons que la Sainte Alliance n'a pas réussi à arrêter l'évolution historique et qu'aucune nouvelle Sainte Alliance n'arrivera à le faire. Il est sûr cependant qu'on est en présence d'une tentative de cet ordre. Les résultats de la Conférence diront s'il s'agit de renforcer les régimes répressifs ou d'une détente, y compris en matière de droits démocratiques des citoyens comme par exemple en Tchécoslovaquie. La Conférence des PC européens, quant à elle, dira si les PC vont rester indifférents à ce qui se passe en Tchécoslovaquie et tolérer que ce pays constitue un chancre contagieux au sein du mouvement ou s'ils vont s'efforcer d'améliorer les choses. Ils ont une énorme responsabilité...

TS : Cependant la meilleure garantie d'une évolution positive est une forte opposition socialiste et communiste en Tchécoslovaquie. Pourrais-tu nous dire quelle est la situation de l'opposition socialiste en Tchécoslovaquie ?

E.G. : la chose fondamentale — et Husak est assez intelligent pour le comprendre — c'est que la majorité écrasante du peuple est contre ce régime né d'une intervention étrangère. Voilà la base de l'opposition. Ajoutez-y que plus d'un tiers du parti de 1968, c'est-à-dire plus de 500 000 personnes, ont été exclues du PC. Ce sont des camarades politiquement conscients et actifs et qui — potentiellement — représentent une énorme force politique.

TS : Comment pourrais-tu définir en quelques mots la stratégie à court et à moyen terme de l'opposition socialiste en Tchécoslovaquie. C'est bien sûr le sujet de la lettre de Dubcek...

E.G. : Le problème principal est de régler le contentieux avec l'URSS et les pays de l'Est, de rendre possible un accord entre les socialistes et communistes de ces pays. Cela ne sera possible que si l'on se débarrasse de cette sinistre position stalinienne selon laquelle toute nouvelle évolution, tout nouvel élément est, dès le départ, dénoncé comme anti-socialiste et anti-soviétique. Or l'évolution des vingt-cinq dernières années a montré clairement en Tchécoslovaquie et dans les autres pays socialistes que l'application mécanique d'un modèle élaboré en fait par Staline et transféré d'URSS dans les autres pays socialistes, est indéfendable et mène à des crises et à la catastrophe. Un accord n'est possible que si cela est admis, que si l'on reconnaît que les efforts vers une solution progressiste aux problèmes accumulés ne peuvent être stigmatisés a priori comme contre-révolutionnaires, révisionnistes de droite ou opportunistes, mais qu'il faut les étudier sérieusement et sans préjugés...

TS : Encore une question qui pourrait résoudre un malentendu entre l'opposition tchécoslovaque et une partie de la gauche occidentale : quelle est l'attitude de l'opposition tchécoslovaque envers la « technocratie socialiste » souvent identifiée avec les idées d'Ota Sik ?

E.G. : **Je trouve qu'il est injuste de taxer les idées d'Ota Sik** de « technocratiques ». Les technocrates sont dans les régimes socialistes une composante de l'appareil bureaucratique qui a eu une action néfaste parce qu'il monopolisait le pouvoir. La technocratie est dangereuse car elle mène à la pétrification de l'appareil bureaucratique qui ignore l'état réel de la société et les besoins réels du peuple. Ce qui veut dire que tout danger de cet ordre doit être empêché par le contrôle du pouvoir. Le problème principal, c'est de développer des contrôles efficaces du pouvoir dans le système socialiste. C'était là notre principal souci en 1968 et cela le demeure aujourd'hui.

TS : Par exemple ?

EG : Par exemple, la garantie des droits démocratiques fondamentaux des citoyens dans l'Etat socialiste. Bien entendu, des syndicats qui remplissent véritablement leur fonction première — c'est-à-dire qui défendent les intérêts de leurs membres, du peuple travailleur — sont un moyen efficace de contrôle du pouvoir. Il faut une démocratisation interne du parti au pouvoir, des institutions d'Etat et institutions sociales qui retrouvent un contenu démocratique ; par exemple le gouvernement, le parlement, des élections authentiques et non pas une forme sans contenu, une coquille vide. Un système démocratique de gestion du haut jusqu'en bas, la liberté d'expression, de presse et de réunion... Tout cela, comme la Tchécoslovaquie de 1968 l'a prouvé, est compatible avec le socialisme. On peut même dire que — sans cela — le socialisme est impossible...

Propos recueillis par Claude VANCOUR ■

(1) « Dubcek accusé », 80 p. 15 F, édité par le « Comité du 5 Janvier pour une Tchécoslovaquie libre et socialiste », 7 rue V.-Hugo, 92700 Colombes, en vente à Syros.

officiel : les oranges Outspan donnent la migraine aux noirs sud-africains

la « libéralisation » en marche...

Le gouvernement sud-africain — une poignée de blancs conduits par M. Vorster, premier ministre, ancien collaborateur des nazis — a instauré dans ce pays une législation de type fasciste qui enlève tout droit aux Africains, les force à travailler dans les mines et sur les propriétés des fermiers blancs pour des salaires dérisoires, et qui autorise une répression sans borne : condamnations à vie dans le bagne de Robben Island, pendaisons, flagellations, travail forcé, exécutions capitales (dont l'Afrique du Sud détient le record mondial) sont le lot quotidien de l'immense majorité.

La nouvelle situation est aujourd'hui favorable aux luttes de libération dans la région : les dirigeants de Prétoria ont compris qu'il leur fallait opérer une offensive de charme internationale, s'ils voulaient éviter la fin prochaine de leur domination. Leur atout majeur dans cette entreprise : la sous-information absolue des grandes masses, entretenue par la presse capitaliste, sur cette oppression coloniale qui met 18 millions de Noirs sous la botte d'à peine 4 millions de Blancs.

La prétendue « libéralisation » du régime de Vorster consiste à donner le change en réduisant ou supprimant les formes mesquines de la ségrégation raciale, qui sont sans incidence économique (W.C. séparés, bancs publics réservés à chaque race, etc...) ; et surtout, inversement, **à accélérer la mise en place du système d'apartheid.** Sous l'idéologie du maintien de la pureté des races et des civilisations, ce système tente de réaliser les conditions optimales d'une exploitation forcenée de la population noire. Grâce à l'attribution de réserves tribales (les « Bantoustans ») à chaque « nationalité » noire, cette population se trouve en effet réduite à l'état de **travailleur migrant, étranger sur son propre sol** (les réserves représentent 13% du territoire, pour...70% de la population totale), fournissant sa force de travail dans les zones blanches où sont concentrées toutes les industries.

Inutile de dire que « l'indépendance » promise à ces Bantoustans ne constitue, dans ces conditions, qu'une énorme supercherie. Elle permet néanmoins au gouvernement sud-africain de tromper ceux qui ne demandent qu'à être trompés, le gouvernement Giscard par exemple, ou les Américains. Plus grave : l'opinion populaire occidentale risque elle aussi d'être trompée, si rien n'est fait pour lui faire connaître la situation réelle des travailleurs noirs en Afrique du Sud.

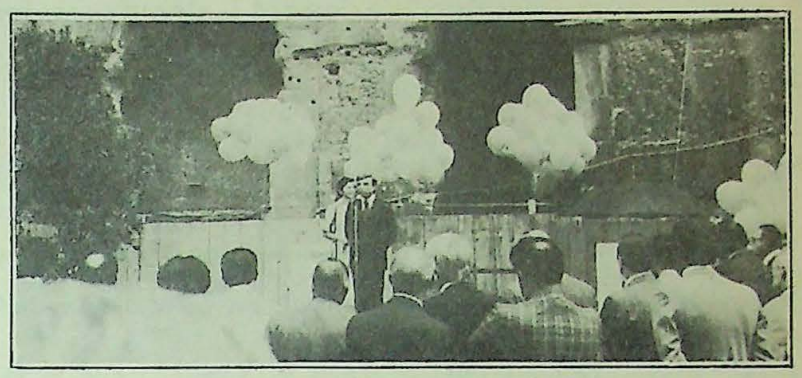
de gracieux échanges

C'est avec ce régime que le gouvernement Giscard renforce ses liens et développe sa coopération. L'appui politique international fourni par la France la place au premier rang de « l'amitié sud-africaine », servant de caution à la politique de « dialogue » et de « détente » de Vorster, tandis que le commerce des armes se poursuit (la France en est le premier fournisseur). « **Quelle serait aujourd'hui notre situation en Afrique du Sud si nous n'avions pas bénéficié de relations amicales avec la France ? Comment l'Afrique du Sud aurait-elle pu mettre sur pied l'armée la plus forte du continent Africain ?** » déclarait un jour Ben Schoeman, ministre sud-africain des transports. Et l'on ne compte plus les gracieux échanges de visites...

Comment réagir face à cette situation ? Que peuvent entreprendre les militants français ? **Une première tâche, absolument indispensable, est de briser le silence qui entoure cette partie du monde.** Inutile de dire qu'il faut « aller plus loin » tant que des millions de français ignoreront tout de ce système d'oppression auquel la France apporte une complicité agissante. Les mouvements de libération — ANC et PAC — proposent un moyen pour développer cette information : les campagnes antipromotion Outspan qui ont été d'ailleurs expérimentées avec succès dans d'autres pays européens, tels la Hollande, l'Angleterre, l'Allemange.

Une telle campagne est tout indiquée en France, **second acheteur** d'oranges Outspan après la Grande-Bretagne (16% des achats : 71 milliards de Francs). Quelles que soient ses limites objectives, une telle campagne est aussi une réplique adéquate à un régime fort sensible à l'opinion internationale, et pour lequel, « **chaque fois qu'un produit d'Afrique du Sud est acheté, c'est une brique de plus apportée au mur qui maintient notre existence** ». (Voster, en 1972).

Antoine BOUILLON ■

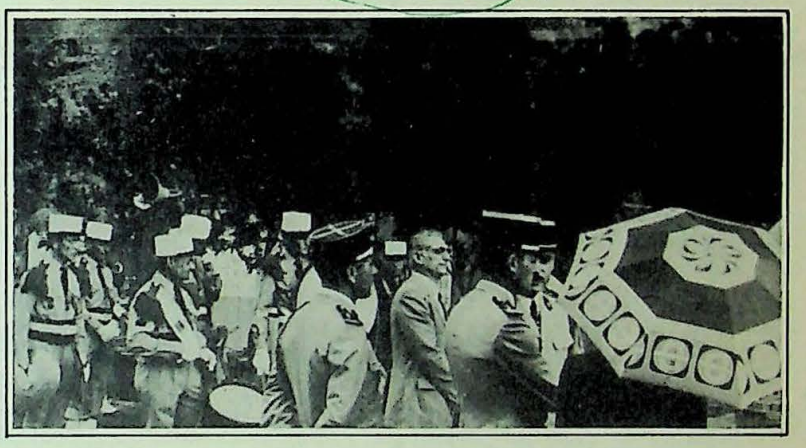


Outspan à Orange... APARTHEID

A Orange, le député maire UDR Bérard a organisé une cérémonie au son de la fanfare de la Légion étrangère, le vendredi 4 juillet, pour recevoir dix orangers offert par Outspan à la municipalité UDR.

Pour tromper l'opinion publique, Outspan veut en effet se présenter comme une forme commerciale soucieuse en même temps d'activités sociales. C'est ainsi qu'à Orange les orangers seront offerts à un foyer de personnes âgées. Outspan a remis également 400 kilos de fruits aux services sociaux d'Orange...

Ce que Outspan voulait faire oublier : en Afrique du Sud, il n'existe aucun service social pour les travailleurs noirs, parqués dans des réserves pauvres, appelées Bantoustans. En Afrique du Sud les fruits de ces mêmes orangers sont la plupart du temps cueillis sous surveillance policière par des vieillards et des enfants de huit ans ne recevant qu'un salaire de misère.



la campagne

Les actions de cette année se sont limitées à des répliques ponctuelles à la campagne publicitaire de la société Outspan (1). Il appartient à tous les militants, sur les lieux de vacances, et — à la rentrée — dans les grandes villes, (puisque les oranges sont là de juin à novembre), de rejoindre les comités locaux en formation, et de prendre toute initiative pour que partout des comités anti-outspan se forment et poursuivent cette réplique.

La campagne publicitaire de la firme Outspan ne lésine pas sur les moyens. Outre tout l'arsenal classique (annonces à la radio, etc.), elle fait se déplacer une caravane (voiture en forme d'orange) où des jeunes filles sud-africaines — blanches évidemment — animent jeux de plage, jeux dans les supermarchés, etc. Une forme particulièrement scandaleuse de cette publicité consiste à organiser des « opérations propreté » avec les enfants des colonies de vacances et centres aérés.

Il existe déjà un matériel militant divers mis au point par le collectif de la campagne, et qu'on peut se procurer à l'adresse du **Secrétariat de Liaison de la Campagne Anti-Outspan,** *46 rue de Vaugirard. 75 006 PARIS. Ce matériel comprend un dossier « militant » (3 F pour groupe, 4 F au détail) donnant toute l'information nécessaire sur l'Afrique du Sud, la situation des travailleurs (de l'agriculture, en particulier) et la soi-disant politique de « détente » menée actuellement par Vorster ; un poster (2,50 F pour groupes, et 4 F au détail) ; une affiche (1 F ; 0,80 F à partir de 50), un tract national (fort bien fait, 80 F le mille), plus toute la documentation souhaitable.*

(1) Les organisations participant à la campagne anti Outspan sont au 25 juin 1975 : Association de Solidarité aux Travailleurs Immigrés (les ASTI de Paris), Artisans du Monde, Bureau Information Afrique Australe, Centre d'Etude Anti impérialiste (CEDETIM), Cimade, Mouvement Chrétien pour la Paix, Mouvement pour le désarmement la paix et la liberté, Mouvement pour une Alternative Non Violente, Mouvement de soutien de lutte et de libération au Cap Vert Guinée Angola et Mozambique, Parti Socialiste Unifié, Refus redistribution d'Impôt, Révolution, Révolution Afrique, Union générale des Travailleurs Sénégalais en France, Union Nationale des étudiants de la Cote des Afars et Somalis.

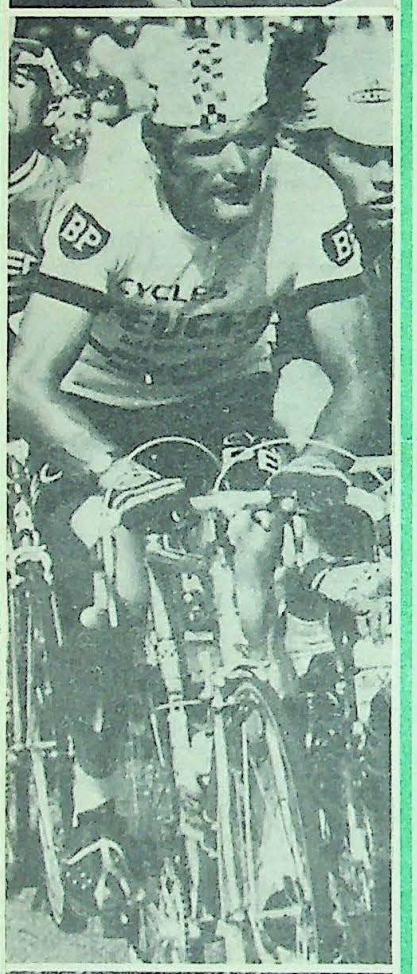
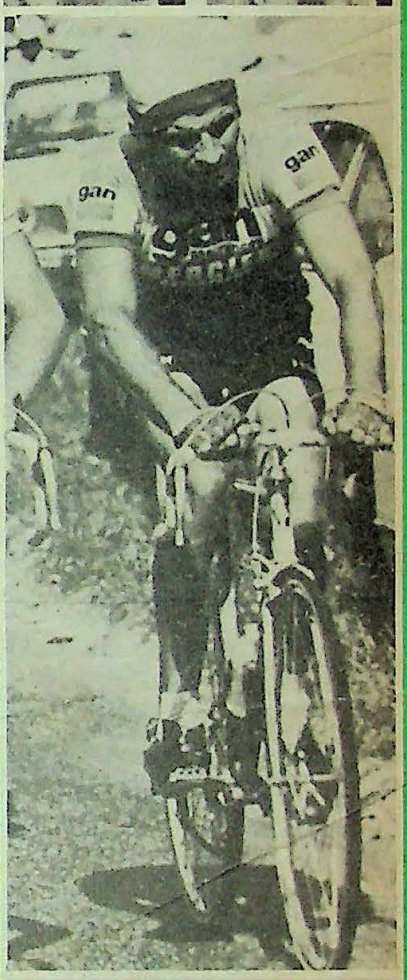
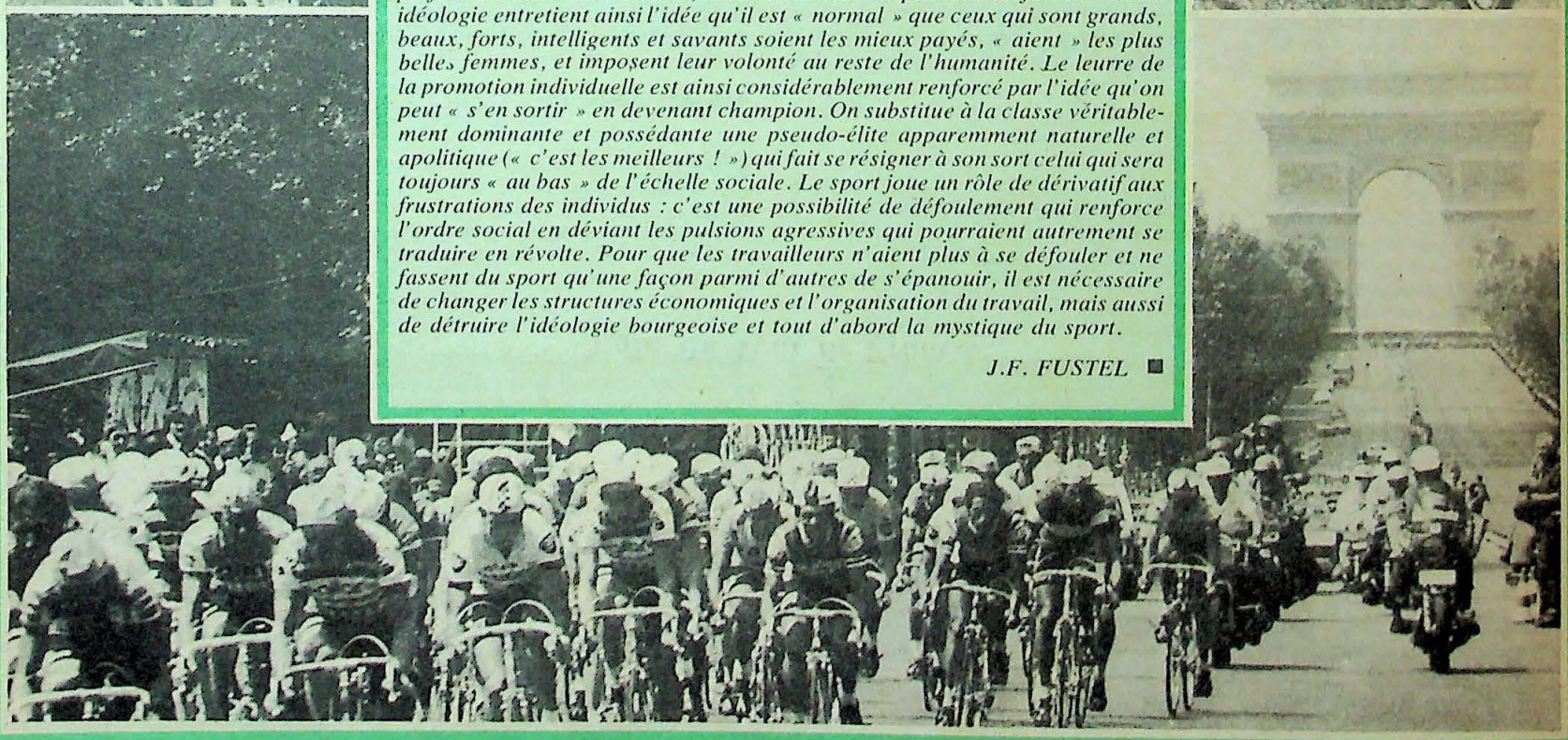
la fin du Tour de France.

les meilleurs ou le pire...

Le sport est un terrain de choix pour l'entretien de l'idéologie de la classe dominante parmi le peuple, et le Tour de France n'est que l'expression extrême d'un phénomène que l'on rencontre dans toute compétition. Pendant des jours, tous les Français vivent accrochés à leur radio et se passionnent pour leur héros favori. En dehors du fait que l'on exalte le chauvinisme latent (Thévenet le petit Français qui sauve l'honneur du pays) et que ce fait autant de Français de moins qui se battront contre le chômage ou feront du camping antinucléaire, cet enthousiasme collectif entretient la notion de l'élite qui est l'un des piliers idéologiques de la société de classe. Merckx et cie sont des demi-dieux et ne pas s'intéresser à leurs victoires ou leurs défaites témoigne d'un manque de civisme ou d'une pathologie grave !

Cette notion d'élite, généralisée dans le sport, est contradictoire avec la possibilité de développer non pas un sport de masse (l'exemple de la RDA le prouve) mais un sport qui soit une activité épanouissante. L'intérêt n'est pas le vélo en soi pour le plaisir, ou comme moyen de transport écologique, mais la victoire de Poulidor ou de Tartampion.

Tout le sport en France est organisé pour la compétition. Il s'agit pour les classes dominantes d'entretenir l'échelle de valeur liée aux capacités physiques. Dans chaque club de football, l'équipe I (les meilleurs joueurs) est celle qui doit gagner, pour la gloire et pour la bonne marche du club. Les équipes deux ou trois ne sont pas là pour s'amuser ou pour former une équipe homogène dont les membres auraient plaisir à jouer ensemble ; leur rôle est de fabriquer des joueurs capables de passer dans l'équipe I.

Cette organisation du sport (plus la qualité de l'encadrement : profs souvent fascisants, militaires en retraite, CRS détachés...) développe le mépris du sous-homme. Le sous-homme, c'est celui qui coure moins vite, ou celui qui préfère d'autres distractions, ou même tout simplement la femme. Cette idéologie entretient ainsi l'idée qu'il est « normal » que ceux qui sont grands, beaux, forts, intelligents et savants soient les mieux payés, « aient » les plus belles femmes, et imposent leur volonté au reste de l'humanité. Le leurre de la promotion individuelle est ainsi considérablement renforcé par l'idée qu'on peut « s'en sortir » en devenant champion. On substitue à la classe véritablement dominante et possédante une pseudo-élite apparemment naturelle et apolitique (« c'est les meilleurs ! ») qui fait se résigner à son sort celui qui sera toujours « au bas » de l'échelle sociale. Le sport joue un rôle de dérivatif aux frustrations des individus : c'est une possibilité de défoulement qui renforce l'ordre social en déviant les pulsions agressives qui pourraient autrement se traduire en révolte. Pour que les travailleurs n'aient plus à se défouler et ne fassent du sport qu'une façon parmi d'autres de s'épanouir, il est nécessaire de changer les structures économiques et l'organisation du travail, mais aussi de détruire l'idéologie bourgeoise et tout d'abord la mystique du sport.

J.F. FUSTEL ■